Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 49

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Mercoledì, 20 febbraio 1963 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Anno L. 13.390 Semestrale L. 7.380 Trimestrale L. 4.020
Un fascicolo L. 60 Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Anno L. 12.030 Semestrale L. 6.520 Trimestrale L. 3.510

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Anno L. 10.020 Semestrale L. 5.520 Trimestrale L. 3.010 -
Un fascicolo L. 50 Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1962

1963

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 31 dicembre 1962, n. **1940.**

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sul riconoscimento accademico delle qualifiche universitarie, firmata in Parigi il 14 dicembre 1959.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sul riconoscimento accademico delle qualifiche universitarie, firmata in Parigi il 14 dicembre 1959.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità al disposto dell'articolo 10 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — GUI

Visto, *il Guardasigilli* BOSCO

Convention européenne sur la reconnaissance académique des qualifications universitaires

Les Gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Vu la Convention culturelle européenne, signée à Paris le 19 décembre 1954;

Vu la Convention européenne relative à l'équivalence des diplômes donnant accès aux établissements universitaires, signée à Paris le 11 décembre 1953;

Vu la Convention européenne sur l'équivalence des périodes d'études universitaires, signée à Paris, le 15 décembre 1956;

Considérant qu'il importe de compléter ces Conventions par des dispositions prévoyant la reconnaissance académique des qualifications universitaires obtenues à l'étranger,

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Aux fins d'application de la présente Convention:

(*a*) le terme « universités » désigne

(i) les universités, et

(ii) les institutions considérées comme étant de niveau universitaire par la Partie contractante sur le territoire de laquelle elles sont situées et ayant le droit de conférer des qualifications de niveau universitaire;

(b) le terme « qualification universitaire » désigne tout grade, diplôme ou certificat délivré par une université située sur le territoire d'une Partie contractante et terminant une période d'études universitaires;

(c) ne sont pas considérés comme qualification universitaire, dans les termes de l'alinéa (b) du présent article, les grades, diplômes ou certificats à la suite d'un examen partiel.

Article 2.

1. Aux fins d'application de la présente Convention, une distinction est établie entre les Parties contractantes suivant que, sur leur territoire, l'autorité compétente pour les questions d'équivalence des qualifications universitaires est:

(a) l'Etat;

(b) l'université;

(c) l'Etat ou l'université, selon le cas.

2. Chaque Partie contractante fera connaître au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, dans un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention à son égard, quelle est, sur son territoire, l'autorité compétente pour les questions d'équivalence des qualifications universitaires.

Article 3.

1. Les Parties contractantes visées à l'alinéa (a) du paragraphe 1er de l'article 2 de la présente Convention accorderont la reconnaissance académique aux qualifications universitaires délivrées par une université située sur le territoire d'une autre Partie contractante.

2. La reconnaissance académique d'une qualification universitaire étrangère permettra au titulaire:

(a) de poursuivre des études universitaires complémentaires et de se présenter aux examens universitaires sanctionnant ces études afin d'être admis à préparer le titre ou grade supérieur, y compris le doctorat, dans les mêmes conditions que celles applicables aux nationaux de la Partie contractante lorsque l'admission à ces études et examens dépend de la possession d'une qualification universitaire nationale de même nature;

(b) de porter un titre académique, conféré par une université étrangère, en précisant son origine.

Article 4.

En ce qui concerne l'alinéa (a) du paragraphe 2 de l'article 3 de la présente Convention chaque Partie Contractante pourra:

(a) dans le cas où le règlement des examens requis pour une qualification universitaire étrangère ne comprend pas certaines matières prescrites pour la qualification nationale correspondante, ne pas accorder la reconnaissance avant qu'un examen supplémentaire sur ces matières ait été passé avec succès;

(b) imposer aux détenteurs d'une qualification universitaire étrangère une épreuve dans sa langue officielle, ou dans une de ses langues officielles, si leurs études ont été faites dans une autre langue.

Article 5.

Les Parties contractantes visées à l'alinéa (b) du paragraphe 1er de l'article 2 de la présente Convention transmettront le texte de la Convention aux autorités compétentes, sur leur territoire, pour les questions d'équivalence des qualifications universitaires et les encourageront à examiner avec bienveillance et à appliquer les principes énoncés aux article 3 et 4.

Article 6.

Les Parties contractantes visées à l'alinéa (c) du paragraphe 1er de l'article 2 de la présente Convention appliqueront les dispositions des articles 3 et 4 dans les cas où l'équivalence des qualifications universitaires relève de la compétence de l'Etat et les dispositions de l'article 5 dans les cas où l'Etat n'est pas l'autorité compétente en la matière.

Article 7.

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe pourra, de temps à autre, inviter les Parties contractantes à fournir un exposé écrit des mesures et décisions prises en exécution des dispositions de la présente Convention.

Article 8.

Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera aux autres Parties contractantes les communications reçues de chacune d'Elles en application des articles 2 et 7 de la présente Convention et tiendra le Comité des Ministres au courant des progrès réalisés dans l'application de la présente Convention.

Article 9.

Aucune disposition de la présente Convention ne devra être considérée comme susceptible:

(a) d'affecter les dispositions plus favorables relatives à la reconnaissance des qualifications universitaires étrangères qui seraient contenues dans toute convention dont l'une des Parties contractantes serait déjà signataire, ou de rendre moins souhaitable la conclusion ultérieure d'une telle convention par l'une des Parties contractantes, ou

(b) de porter atteinte à l'obbligation pour toute personne de se soumettre aux lois et règlements en vigueur sur le territoire d'une Partie contractante en ce qui concerne l'entrée, le séjour et le départ des étrangers.

Article 10.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement la Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt de son instrument de ratification.

4. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à celle-ci. Tout Etat ayant reçu cette invitation pourra donner son adhésion en déposant son instrument d'adhésion près le Secrétaire général du Conseil de l'Europe. Pour tout Etat adhérent, la présente Convention entrera en vigueur un mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

5. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe notifiera à tous les Membres du Conseil ainsi qu'aux Etats adhérents le dépôt de tous les instruments de ratification et d'adhésion.

Article 11.

Toute Partie contractante pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à tout ou partie des territoires dont Elle assure les relations internationales.

Article 12.

1. A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de son entrée en vigueur, la présente Convention pourra à tout moment être dénoncée par chacune des Parties Contractantes. Cette dénonciation se fera par voie de notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe qui en avisera les autres Parties Contractantes.

2. Cette dénonciation prendra effet pour la Partie Contractante intéressée six mois après la date de sa réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 14 décembre 1959, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
P. Wigny

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:
M. Couve de Murville

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:
Au moment de la signature de la présente Convention, je déclare que le Gouvernement hellénique se réserve le droit de ne pas appliquer à ses propres ressortissants les dispositions prévues à l'article 3 de la Convention.
E. Averoff-Tositsas

Pour le Gouvernement de la République islandaise:
Pétur Eggerz

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne:
G. Pella

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
E. Schaus

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
H. R. van Houten

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:
Halvard Lange

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la République turque:
Fatin R. Zorlu

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
David Ormsby-Gore

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica
il Ministro per gli affari esteri
Piccioni

LEGGE 31 dicembre 1962, n. **1941.**

Approvazione ed esecuzione dello scambio di Note tra l'Italia e la Jugoslavia per il rinnovo della validità dell'Accordo sulla pesca del 20 novembre 1958, effettuato in Belgrado il 16 agosto 1960.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato lo scambio di Note tra l'Italia e la Jugoslavia per il rinnovo della validità dell'Accordo sulla pesca del 20 novembre 1958 effettuato in Belgrado il 16 agosto 1960.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di Note indicato nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore.

Art. 3.

All'onere di 900 milioni di lire si farà fronte con riduzione del fondo istituito nella parte straordinaria dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1961-62 per sopperire agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1962

SEGNI

Fanfani — Piccioni —
Tremelloni — Macrelli

Visto, *il Guardasigilli* Bosco

Scambio di Note tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Popolare Federale di Jugoslavia per la proroga fino al 28 febbraio 1962 della validità dell'Accordo sulla pesca del 20 novembre 1958. (Belgrado, 16 agosto 1960).

Beograd, 16 avgust 1960 god.

Gospodine Ambasadore,

Pozivajući se na razgovore koje smo vodili čast mi je da Vam potvrdim, da je moja Vlada saglasna da

se počev od 1 septembra 1960 godine obnovi Sporazum o ribolovu italijanskih ribara u jugoslovenskim vodama, potpisan u Beogradu 20 novembra 1958 i produžen do 31 jula o. g. razmenom nota od 30 aprila o. g., s tim, da on ostane na snazi do 28 februara 1962 godine.

Visina iznosa koji će italijanska Vlada platiti za vršenje ribolova do pomenutog roka ostaje nepromenjena, t. j. 900 miliona lira, od čega će 450 miliona lira platiti najkasnije do 15 jula 1961 godine, a ostatak do 15 januara 1962 godine, na način predvidjen u dodatnom Protokolu. Za plaćanje u vezi člana 3 Sporazuma važe odredbe Pisma br. 2.

Molim Vas da mi potvrdite saglasnost Vaše Vlade sa gornjim, posle čega bi se ovo pismo i Vaš odgovor smatrao sporazumom medju dvema Vladama, koji bi stupio na snagu kad ga odobre nadležni organi obeju zemalja.

Državni potsekretar
VELJKO MIĆUNOVIĆ

Njegovoj Ekselenciji
Gospodinu Albertu BERIU
Ambasadoru Italije - BEOGRAD

AMBASCIATA D'ITALIA

Belgrado, 16 agosto 1960

Signor Sottosegretario di Stato,

ho l'onore di accusare ricevuta della lettera in data odierna redatta nei seguenti termini:

« Riferendomi ai colloqui intercorsi, ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo di rinnovare a partire dal 1° settembre 1960 l'Accordo relativo alla pesca dei pescatori italiani nelle acque jugoslave, firmato a Belgrado il 20 novembre 1958 e prorogato fino al 31 luglio a. c. tramite lo scambio di Note del 30 aprile a. c., con l'intesa che esso rimanga in vigore fino al 28 febbraio 1962.

L'ammontare dell'importo che il Governo italiano pagherà per l'esercizio della pesca fino al detto termine rimane invariato, cioè 900 milioni di lire, dei quali 450 milioni di lire saranno pagati al più tardi entro il 15 luglio 1961 e la rimanenza entro il 15 gennaio 1962 nel modo previsto dal Protocollo Addizionale. Per il pagamento di cui all'art. 3 dell'Accordo valgono le disposizioni della Lettera n. 2.

La prego di volermi confermare l'adesione del Suo Governo a quanto sopra esposto, dopo di che la presente lettera e la Sua risposta si considereranno quale accordo tra i due Governi, che entrerà in vigore quando sarà approvato dagli organi competenti di ambedue i Paesi ».

Ho l'onore di confermarLe che il mio Governo è d'accordo su quanto precede.

Voglia accogliere, Signor Sottosegretario di Stato, gli atti della mia più alta considerazione.

A. BERIO

Sua Eccellenza
Veljko MIĆUNOVIĆ
Sottosegretario di Stato
per gli Affari Esteri della R.F.P.J. - BELGRADO

Visto d'ordine del Presidente della Repubblica
il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 20 settembre 1962, n. 1942.

Riconoscimento della personalità giuridica dell'Aero Club di Latina.

N. 1942. Decreto del Presidente della Repubblica 20 settembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, di concerto con il Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica dell'Aero Club di Latina, e ne viene approvato il relativo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 162, foglio n. 31. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 novembre 1962, n. 1943.

Erezione in ente morale della Cassa scolastica dell'Istituto tecnico statale per geometri di Modena.

N. 1943. Decreto del Presidente della Repubblica 25 novembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione, la Cassa scolastica dell'Istituto tecnico statale per geometri di Modena, viene eretta in ente morale e ne viene approvato lo statuto.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 162, foglio n. 22. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 dicembre 1962, n. 1944.

Autorizzazione all'Unione nazionale ufficiali in congedo d'Italia, con sede in Roma, ad acquistare un immobile, sito in La Spezia.

N. 1944. Decreto del Presidente della Repubblica 17 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per la difesa, l'Unione nazionale ufficiali in congedo d'Italia, con sede in Roma, viene autorizzata ad acquistare, dal signor Fenelli Renzo, al prezzo di lire 5.200.000, un appartamento di tre stanze, un tinello e servizi, situato al primo piano del fabbricato che sorge in La Spezia, via Doria n. 21, da destinare a sede del Gruppo provinciale di detta città.

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 162, foglio n. 25. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 26 dicembre 1962, n. 1945.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della Parrocchia di San Michele Arcangelo, in Tarvisio Centrale (Udine).

N. 1945. Decreto del Presidente della Repubblica 26 dicembre 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 1° settembre 1961, integrato con tre dichiarazioni di cui la prima e la seconda in data 11 dicembre 1961 e la terza del 14 luglio 1962, relativo alla erezione della Parrocchia di San Michele Arcangelo in Tarvisio Centrale (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 gennaio 1963
Atti del Governo, registro n. 162, foglio n. 28. — VILLA

LEGGE 3 gennaio 1963, n. 68.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione tra l'Italia e la Svizzera relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati e al controllo in corso di viaggio, con Protocollo finale, conclusa a Berna l'11 marzo 1961.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione tra l'Italia e la Svizzera relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati e al controllo in corso di viaggio, con Protocollo finale, conclusa a Berna l'11 marzo 1961

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione ed al Protocollo finale di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità dell'articolo 27 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma addì 3 gennaio 1963

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — TAVIANI — BOSCO — LA MALFA — TRABUCCHI — TREMELLONI — SULLO — MATTARELLA — RUSSO — FOLCHI

Visto, *il Guardasigilli* BOSCO

Convenzione tra l'Italia e la Svizzera relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati e al controllo in corso di viaggio e protocollo finale. (Berna, 11 marzo 1961).

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA CONFEDERAZIONE SVIZZERA RELATIVA AGLI UFFICI A CONTROLLI NAZIONALI ABBINATI E AL CONTROLLO IN CORSO DI VIAGGIO

Il Presidente della Repubblica Italiana

e

il Consiglio Federale Svizzero

animati dal desiderio di facilitare il passaggio della frontiera tra i due Paesi, hanno deciso di concludere una Convenzione relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati e al controllo in corso di viaggio. Essi hanno nominato, a tal fine, per loro plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana:

il Signor Ugo CALDERONI, Direttore Generale delle Dogane e delle Imposte Indirette;

il Consiglio Federale Svizzero:

il Signor Charles LENZ, Direttore Generale delle Dogane.

i quali, dopo essersi scambiati i loro pieni poteri trovati nella dovuta e buona forma, hanno convenuto le seguenti disposizioni

TITOLO I

Disposizioni generali

Articolo 1

A termini della presente Convenzione, l'espressione:

1) « Controllo » indica l'applicazione di tutte le norme di legge, regolamentari e amministrative dei due Paesi che regolano il passaggio della frontiera da parte delle persone, nonchè l'entrata, l'uscita e il transito di merci (inclusi anche i veicoli) e di altri beni.

2) « Stato di soggiorno » indica lo Stato sul cui territorio si effettua il controllo dell'altro Stato.

3) « Stato limitrofo » indica l'altro Stato.

4) « Zona » indica la parte del territorio dello Stato di soggiorno nella quale gli agenti dello Stato limitrofo sono abilitati a effettuare il controllo.

5) « Agenti » indica le persone appartenenti alle Amministrazioni incaricate del controllo e che esercitano le loro funzioni negli uffici a controlli nazionali abbinati o nei veicoli in corso di viaggio.

6) « Uffici » indica gli uffici a controlli nazionali abbinati.

Articolo 2

1. Le Parti Contraenti prendono, nel quadro della presente Convenzione, le misure necessarie per facilitare e accelerare il passaggio della frontiera tra i due Paesi in materia di traffico ferroviario, stradale e per via d'acqua.

Esse, a tal fine, possono

a) istituire uffici a controlli nazionali abbinati;

b) istituire un controllo sui veicoli in corso di viaggio, su determinati percorsi;

c) autorizzare gli agenti competenti di uno dei due Stati a esercitare le loro funzioni sul territorio dell'altro Stato, nel quadro della presente Convenzione.

3. L'istituzione, il trasferimento, la modifica o la soppressione

a) degli uffici a controlli nazionali abbinati:

b) dei percorsi sui quali il controllo può essere eseguito in corso di viaggio;

saranno stabiliti da appositi accordi tra le autorità competenti dei due Stati.

Articolo 3

La zona può comprendere:

1) per ciò che concerne il traffico ferroviario:

a) una parte della stazione e dei suoi impianti;

b) la tratta di linea fra la frontiera e l'ufficio, nonchè parti delle stazioni situate su tale percorso;

c) ove trattisi del controllo su un treno in corso di viaggio, il treno sul determinato percorso, nonchè una parte delle stazioni ove inizia tale percorso e ove esso termina, come pure le parti di stazioni attraversate dal treno;

2) per ciò che concerne il traffico stradale:

a) una parte degli edifici di servizio;

b) settori di strada e di altri impianti:

c) la strada tra la frontiera e l'ufficio;

d) se si tratti del controllo di un veicolo in corso di viaggio, il veicolo sul determinato percorso, come pure un settore degli edifici e degli impianti ove tale percorso inizia e ove esso termina;

3) per ciò che concerne la navigazione:

a) una parte degli edifici di servizio;

b) settori della via navigabile, come pure impianti rivieraschi e portuali;

c) la via navigabile tra la frontiera e l'ufficio;

d) se si tratti del controllo di un natante in corso di viaggio, il natante, nonchè il battello adibito al controllo sul determinato percorso, come pure un settore degli edifici e degli impianti ove tale percorso inizia ed ove esso termina.

Allorquando un accordo, concluso in virtù del precedente articolo 2, paragrafo 3, non include nella zona una parte di territorio rispondente ai punti previsti dai predetti numeri 1) a 3), esso può stabilire l'applicazione, in detta parte, di talune disposizioni della presente Convenzione o il riconoscimento di taluni diritti e obblighi che ne derivano, in particolare il mantenimento della facoltà di sorveglianza da parte degli agenti dello Stato limitrofo.

Titolo II
Controllo

Articolo 4

1. Le norme di legge, regolamentari e amministrative dello Stato limitrofo relative al controllo sono applicabili nella zona come esse lo sono nel territorio dello Stato limitrofo. Esse saranno applicate dagli agenti dello Stato limitrofo nello stesso modo, secondo le stesse formalità e con gli stessi effetti che nel loro proprio Paese. Le persone non potranno essere arrestate nella zona, nè condotte nello Stato limitrofo, se non per fatti sottoposti alla giurisdizione dello Stato limitrofo. Il Comune al quale l'ufficio dello Stato limitrofo è aggregato sarà, se del caso, indicato dal Governo di tale Stato.

2. Allorquando le norme di legge, regolamentari e amministrative dello Stato limitrofo relative al controllo sono violate nella zona, le giurisdizioni repressive dello Stato limitrofo sono competenti e decidono nelle stesse condizioni come se le infrazioni fossero state commesse nel territorio di tale Stato.

3. Il presente articolo non pregiudica l'applicazione nella zona, da parte dello Stato di soggiorno, delle norme di legge, regolamentari ed amministrative diverse da quelle relative al controllo.

Articolo 5

La presente Convenzione non pregiudica i poteri dello Stato di soggiorno per quanto concerne il diritto di mantenere l'ordine pubblico nella zona.

Articolo 6

Gli agenti dello Stato limitrofo non possono arrestare nella zona, nè condurre in tale Stato, le persone che non si recano in detto Stato, salvo che esse violino nella zona le norme di legge e regolamentari dello Stato limitrofo in materia doganale.

Articolo 7

1. Il controllo del Paese di uscita è effettuato prima del controllo del Paese di entrata.

2. Prima della fine del controllo di uscita, alla quale deve essere assimilata ogni forma di rinuncia a tale controllo, gli agenti dello Stato di entrata non sono autorizzati a iniziare il proprio controllo.

3. Gli agenti dello Stato di uscita non possono più effettuare il loro controllo quando gli agenti dello Stato di entrata hanno iniziato le operazioni di controllo. In via eccezionale, operazioni relative al controllo di uscita possono essere riprese, a richiesta della persona interessata e con l'assenso dell'agente competente dello Stato di entrata.

4. Deroghe all'ordine delle operazioni stabilito nel paragrafo 1 di cui sopra non saranno autorizzate se non in quanto esse siano giustificate da importanti ragioni pratiche ed in quanto nessun altro motivo vi si opponga. In tali casi eccezionali, gli agenti dello Stato di entrata non potranno procedere ad arresti o a sequestri se non dopo che il controllo dello Stato di uscita sia terminato. Qualora intendano adottare una siffatta misura, essi condurranno le persone, le merci o altri beni, per i quali non sia ancora terminato il controllo di uscita, presso gli agenti dello Stato di uscita. Qualora questi ultimi intendano procedere ad arresti o a sequestri, essi hanno la precedenza.

Articolo 8

Gli agenti dello Stato limitrofo possono transferire liberamente sul territorio del loro Stato le somme in denaro percepite nella zona, nonchè le merci e altri beni trattenuti o sequestrati. Essi possono parimenti venderli nello Stato di soggiorno, osservando le norme di legge ivi in vigore e trasferirne il provento nello Stato limitrofo.

Articolo 9

1. Le merci respinte nello Stato limitrofo da parte degli agenti di questo ultimo all'atto del controllo di uscita o rinviate nello Stato limitrofo a richiesta della persona interessata, prima dell'inizio del controllo di entrata nello Stato di soggiorno, non sono sottoposte alle norme riguardanti l'esportazione, nè al controllo di uscita dello Stato di soggiorno.

2. Il ritorno nel Paese di uscita non può essere rifiutato alle persone e alle merci respinte da parte degli agenti dello Stato di entrata.

Articolo 10

1. Gli agenti dei due Stati si prestano, in tutta la misura possibile, assistenza nell'esercizio delle loro funzioni nella zona, in particolare per regolare lo svolgimento dei controlli rispettivi e assicurarne la rapidità, nonchè per impedire che persone, merci e altri beni lascino l'itinerario o il luogo previsti per le operazioni di controllo dei due Stati.

2. Le merci e altri beni provenienti dallo Stato limitrofo che sono sottratti nella zona prima del controllo, ove vengano subito sequestrati nella zona o in prossimità di questa dagli agenti dello Stato di soggiorno, sono rimessi per priorità agli agenti dello Stato limitrofo. Qualora venga accertato che le norme regolanti l'uscita dallo Stato limitrofo non sono state trasgredite, tali oggetti debbono essere consegnati agli agenti dello Stato di soggiorno.

3. A richiesta degli agenti dello Stato limitrofo, le competenti autorità dello Stato di soggiorno procederanno all'audizione di testimoni e di esperti, nonchè a indagini ufficiali e ne comunicheranno il risultato. Inoltre, esse trasmetteranno ai testimoni e agli esperti le citazioni a comparire avanti all'autorità dello Stato limitrofo e notificheranno gli atti di procedura e le decisioni amministrative a ogni prevenuto o condannato. Si applicano per analogia le prescrizioni legali dello Stato di soggiorno concernenti la procedura da seguire per il perseguimento di infrazioni della stessa natura.

4. La collaborazione prevista al precedente paragrafo 3 è tuttavia limitata alle infrazioni alle norme doganali che disciplinano il passaggio della frontiera delle persone e delle merci, commesse nella zona e scoperte durante o subito dopo la loro effettuazione.

TITOLO III

Agenti

Articolo 11

1 Le autorità dello Stato di soggiorno accordano agli agenti dello Stato limitrofo, per l'esercizio delle loro funzioni nella zona, la stessa protezione e assistenza riservata ai propri agenti. Le disposizioni penali in vigore nello Stato di soggiorno per la protezione dei funzionari nell'esercizio delle loro funzioni sono altresì applicabili per reprimere infrazioni commesse nei confronti degli agenti dello Stato limitrofo.

2. Le richieste di risarcimento per danni causati dagli agenti dello Stato limitrofo, nell'esercizio delle loro funzioni nella zona, sono soggette al diritto e alla giurisdizione dello Stato limitrofo come se l'atto dannoso abbia avuto luogo in questo Stato. I cittadini dello Stato di soggiorno saranno tuttavia trattati allo stesso modo dei cittadini dello Stato limitrofo.

Articolo 12

1. Gli agenti dello Stato limitrofo, i quali, in applicazione della presente Convenzione, sono chiamati a esercitare le loro funzioni nella zona, sono dispensati dall'obbligo di passaporto e di visto. Essi sono autorizzati a passare la frontiera e a recarsi sul luogo del proprio servizio, comprovando la loro identità e la loro qualifica con l'esibizione di documenti ufficiali. Restano riservate le decisioni di divieto d'ingresso che colpiscono personalmente gli agenti dello Stato limitrofo.

2. Le competenti Amministrazioni dello Stato di soggiorno possono esigere che agenti dello Stato limitrofo, esercitanti le loro funzioni nello Stato di soggiorno, siano richiamati nel proprio Paese.

Articolo 13

Gli agenti dello Stato limitrofo chiamati, in applicazione della presente Convenzione, a esercitare le loro funzioni nella zona, possono portare la loro uniforme nazionale o un segno distintivo visibile: essi possono, nella zona come pure nel tratto tra il loro luogo di servizio e il loro domicilio, portare le proprie armi regolamentari. L'uso di tali armi è, tuttavia, consentito soltanto in caso di legittima difesa.

Articolo 14

1. Gli agenti dello Stato limitrofo, i quali, in applicazione della presente Convenzione, esercitano le loro funzioni nella zona e risiedono nello Stato di soggiorno, sono tenuti a regolare le loro condizioni di residenza conformemente alle norme sul soggiorno degli stranieri. Le competenti autorità rilasciano loro gratuitamente l'autorizzazione di soggiorno.

2. L'autorizzazione di soggiorno è rilasciata gratuitamente ai membri della famiglia conviventi con tali agenti e che non esercitano alcuna attività lucrativa. Tale autorizzazione può essere loro rifiutata solo nel caso in cui essi siano colpiti da un provvedimento di divieto d'ingresso che li concerna personalmente. Le autorità competenti statuiscono liberamente sul rilascio ai membri della famiglia di detti agenti di una autorizzazione a esercitare attività lucrativa. Qualora tale autorizzazione venga accordata, il suo rilascio può comportare la percezione delle tasse regolamentari.

3. Il periodo di tempo durante il quale gli agenti dello Stato limitrofo esercitano le proprie funzioni nello Stato di soggiorno o vi risiedono non è compreso in quello che dà diritto a un trattamento di privilegio ai sensi delle Convenzioni di domicilio esistenti. Lo stesso vale per i membri della famiglia che beneficiano di una autorizzazione di soggiorno in ragione della presenza del capo famiglia nello Stato di soggiorno.

Articolo 15

1. Gli agenti dello Stato limitrofo, i quali, in applicazione della presente Convenzione, debbono esercitare le loro funzioni nella zona e risiedono nello Stato di soggiorno, beneficiano, alle condizioni stabilite dalla legislazione di quest'ultimo Stato, per essi e per i membri della loro famiglia conviventi, della esenzione da ogni tributo di entrata e di uscita per le loro masserizie, i loro effetti personali, compresi i veicoli, e per le abituali provviste domestiche, tanto all'atto del loro insediamento o della costituzione di un focolare nello Stato di soggiorno quanto al loro rientro nello Stato limitrofo. Per beneficiare della franchigia, tali oggetti debbono provenire dalla libera circolazione dello Stato limitrofo o dello Stato nel quale l'agente od i membri della sua famiglia erano anteriormente stabiliti.

2. Detti agenti, nonchè i membri della loro famiglia conviventi, sono esentati, in materia di diritto pubblico, da ogni prestazione personale o in natura nello Stato di soggiorno. In materia di nazionalità e di servizio militare, essi sono considerati come aventi la loro residenza sul territorio dello Stato limitrofo. Essi non sono sottoposti, nello Stato di soggiorno, ad alcuna imposta o tassa dalla quale fossero dispensati i cittadini dello Stato di soggiorno domiciliati nello stesso Comune.

3. Gli agenti dello Stato limitrofo i quali, in applicazione della presente Convenzione, debbono esercitare le loro funzioni nella zona ma non risiedono nello Stato di soggiorno, sono ivi esentati, in materia di diritto pubblico, da ogni prestazione personale o in natura e dalle imposte dirette che colpiscono la loro retribuzione ufficiale.

4. Le Convenzioni sulla doppia imposizione esistenti tra le Parti Contraenti sono inoltre applicabili agli agenti dello Stato limitrofo, i quali, in applicazione della presente Convenzione, debbono esercitare le loro funzioni nella zona. Rimane ferma l'esenzione da ogni contribuzione diretta personale, prevista sia dalla Convenzione conclusa tra le Parti Contraenti il 23 dicembre 1873 « per la congiunzione della ferrovia del Gottardo con le ferrovie italiane a Chiasso e a Pino », sia da quella conclusa il 2 dicembre 1899 « per la congiunzione della rete ferroviaria svizzera con la rete italiana attraverso il Sempione, per la designazione della stazione internazionale e per l'esercizio della sezione Iselle-Domodossola », in favore degli agenti dello Stato limitrofo addetti ai servizi delle stazioni menzionate in dette Convenzioni.

5. Le retribuzioni degli agenti dello Stato limitrofo, i quali, in applicazione della presente Convenzione, debbono esercitare le loro funzioni nella zona, non sono sottoposte ad alcuna restrizione in materia valutaria. Gli agenti potranno trasferire liberamente i loro risparmi nello Stato limitrofo.

TITOLO IV

Uffici

Articolo 16

Le ore di apertura e le attribuzioni degli uffici a controlli nazionali abbinati saranno stabilite di comune accordo tra le Amministrazioni competenti dei due Stati.

Articolo 17

Le Amministrazioni competenti dei due Stati stabiliscono di comune accordo:

a) gli impianti necessari per il funzionamento nella zona dei servizi dello Stato limitrofo, nonchè le indennità eventualmente dovute per il loro utilizzo;

b) i compartimenti e le attrezzature da riservare agli agenti incaricati del controllo in corso di viaggio.

Articolo 18

1. I locali adibiti agli uffici dello Stato limitrofo sono contrassegnati da iscrizioni e da stemmi ufficiali.

2. Gli agenti dello Stato limitrofo sono autorizzati ad assicurare la disciplina all'interno dei locali adibiti al loro uso esclusivo, nonchè a espellere qualsiasi disturbatore. Essi possono, all'occorrenza, richiedere a tal fine l'assistenza degli agenti dello Stato di soggiorno.

Articolo 19

Gli oggetti necessari al funzionamento degli uffici o quelli di cui gli agenti dello Stato limitrofo hanno bisogno durante il loro servizio nello Stato di soggiorno sono esentati da diritti doganali e da qualsiasi tassa di entrata o di uscita. Non dovranno, all'uopo, essere fornite garanzie. A meno che non sia disposto diversamente di comune accordo dalle Amministrazioni competenti, i divieti o le restrizioni all'importazione o alla esportazione non si applicano a tali oggetti. Lo stesso vale per i veicoli di servizio o privati che gli agenti utilizzano, sia per l'esercizio delle loro funzioni nello Stato di soggiorno, sia per lasciare il loro domicilio e per ritornarvi, sia per percorrere il tratto che separa i due uffici facenti parte di uno stesso valico di frontiera.

Articolo 20

1. Lo Stato di soggiorno autorizzerà a titolo gratuito, salvo il pagamento delle eventuali spese d'impianto e di locazione delle apparecchiature, le installazioni telefoniche e telegrafiche (comprese le telescriventi) necessarie al funzionamento degli uffici dello Stato limitrofo nello Stato di soggiorno, il collegamento di queste installazioni a quelle corrispondenti nello Stato limitrofo, nonchè lo scambio di comunicazioni dirette con detti uffici, riservate esclusivamente agli affari di servizio. Tali comunicazioni sono considerate come comunicazioni interne dello Stato limitrofo.

2. I Governi dei due Stati s'impegnano a concedere, agli stessi fini e nella misura del possibile, ogni facilitazione per quanto concerne l'utilizzo di altri mezzi di telecomunicazione.

3. Restano inoltre riservate le norme dei due Stati in materia di costruzione e di esercizio degli impianti di telecomunicazioni.

Articolo 21

La corrispondenza od i colli di servizio, nonchè i valori, in provenienza o a destinazione degli uffici dello Stato limitrofo, possono essere trasportati a cura degli agenti di tale Stato senza l'intervento del servizio postale. Tali invii, esenti da ogni tassa, debbono circolare con il timbro ufficiale del servizio interessato.

TITOLO V

Dichiaranti in dogana

Articolo 22

1. Le persone residenti nello Stato limitrofo possono effettuare presso i servizi di tale Stato stabiliti nella zona tutte le operazioni relative al controllo, alle stesse condizioni e con le stesse modalità che nello Stato limitrofo.

2. Le disposizioni del precedente paragrafo sono in particolare applicabili alle persone residenti nello Stato limitrofo che ivi effettuano tali operazioni a titolo professionale; dette persone sono sottoposte a tale riguardo alle norme di legge, regolamentari e amministrative dello Stato limitrofo concernenti le operazioni medesime. Le operazioni effettuate e i servizi resi in tali condizioni sono considerati come esclusivamente effettuate e resi nello Stato limitrofo. Il presente paragrafo si applica altresì alle imposte sulla cifra d'affari. L'attività che un dichiarante in dogana, residente nello Stato limitrofo, esercita presso un ufficio di tale Stato situato nello Stato di soggiorno non fa sorgere di per sè stessa l'obbligo di corrispondere le imposte sul reddito e sul patrimonio, prelevate in questo ultimo Stato.

3. Le persone indicate nel paragrafo 2 del presente articolo possono, per tali operazioni, impiegare indifferentemente personale italiano o svizzero.

4. Le norme generali dello Stato di soggiorno sono applicabili alle persone indicate nei precedenti paragrafi 1 a 3 per quanto riguarda il passaggio della frontiera e il soggiorno in detto Stato. Le facilitazioni compatibili con tali norme debbono essere concesse. Qualora l'attività di dette persone sia sottoposta ad autorizzazione per il fatto che esse la esercitano in qualità di stranieri nello Stato di soggiorno, tale autorizzazione deve essere rilasciata gratuitamente da parte delle autorità competenti.

Articolo 23

1. A parte i casi contemplati nell'articolo 22, le persone residenti nell'uno dei due Stati possono effettuare presso gli uffici dell'altro Stato stabiliti nella zona tutte le operazioni relative al controllo, senza particolare abilitazione professionale, ma, ove occorra, con il semplice gradimento da parte della competente dogana. Dette persone devono essere trattate dalle autorità dell'altro Stato sul piano di una completa uguaglianza.

2. Le disposizioni del precedente paragrafo sono applicabili in particolare alle persone residenti nell'uno

dei due Stati che effettuano tali operazioni a titolo professionale. Per quanto riguarda le imposte sulla cifra di affari, i servizi resi in un ufficio dell'altro Stato devono essere sempre considerati come resi nello Stato al quale l'ufficio appartiene. L'attività che un dichiarante in dogana residente nell'uno dei due Stati esercita presso un ufficio dell'altro Stato non far sorgere di per se stessa l'obbligo di corrispondere le imposte sul reddito e sul patrimonio, prelevate in quest'ultimo Stato.

3. Sono applicabili inoltre le disposizioni previste nei paragrafi 3 e 4 dell'articolo 22.

TITOLO VI

Disposizioni finali

Articolo 24

Le Amministrazioni competenti dei due Stati stabiliscono di comune accordo le misure amministrative necessarie per l'applicazione della presente Convenzione.

Articolo 25

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione sarà costituita, al più presto possibile, una Commissione mista italo-svizzera la quale avrà il compito:

a) di preparare gli accordi previsti all'articolo 2, paragrafo 3;

b) di formulare eventuali proposte intese a modificare la presente Convenzione;

c) di risolvere le difficoltà che potessero eventualmente derivare dall'applicazione della presente Convenzione.

2. Detta Commissione sarà composta di sei membri, tre dei quali saranno designati da ciascuna delle Parti Contraenti. Essa sceglierà il suo presidente alternativamente fra i membri italiani e i membri svizzeri. Il presidente non avrà voto prevalente. I membri della Commissione potranno essere assistiti da esperti.

Articolo 26

Restano espressamente riservate le misure che l'una delle due Parti Contraenti potrebbe essere indotta ad adottare per motivi inerenti alla tutela della sua sovranità o della sua sicurezza.

Articolo 27

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati al più presto possibile a Roma.

Essa entrerà in vigore il giorno dello scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di aver effetto due anni dopo la sua denuncia da parte di una delle due Parti Contraenti.

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione e vi hanno apposto il proprio sigillo.

Fatta a Berna, l'11 marzo 1961, in due esemplari originali, in lingua italiana.

Per la Repubblica Italiana
UGO CALDERONI

Per la Confederazione Svizzera
LENZ

PROTOCOLLO FINALE

Al momento della firma della Convenzione fra l'Italia e la Svizzera, conclusa in data odierna, relativa agli uffici a controlli nazionali abbinati e al controllo in corso di viaggio, i Plenipotenziari sottoscritti hanno convenuto la disposizione seguente che fa parte integrante della Convenzione medesima:

Vi è identità di vedute sul fatto che, all'entrata in vigore della Convenzione, le disposizioni della medesima, che siano suscettibili di applicazione immediata, saranno messe di comune accordo dalle autorità competenti dei due Stati in pratica attuazione — *mutatis mutandis* — negli uffici a controlli nazionali abbinati che formano oggetto di accordi esistenti tra le Parti Contraenti e prevarranno sulle corrispondenti disposizioni previste in detti accordi.

Fatto a Berna, l'11 marzo 1961, in due esemplari originali, in lingua italiana.

Per la Repubblica Italiana
UGO CALDERONI

Per la Confederazione Svizzera
LENZ

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
PICCIONI

LEGGE 3 febbraio 1963, n. 69.
Ordinamento della professione di giornalista.

La Camera dei Deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

TITOLO I

Dell'Ordine dei giornalisti

CAPO I.

DEI CONSIGLI DELL'ORDINE REGIONALI O INTERREGIONALI

Art. 1.

Ordine dei giornalisti.

È istituito l'Ordine dei giornalisti.

Ad esso appartengono i giornalisti professionisti e i pubblicisti, iscritti nei rispettivi elenchi dell'albo.

Sono professionisti coloro che esercitano in modo esclusivo e continuativo la professionale di giornalista.

Sono pubblicisti coloro che svolgono attività giornalistica non occasionale e retribuita anche se esercitano altre professioni o impieghi.

Le funzioni relative alla tenuta dell'albo, e quelle relative alla disciplina degli iscritti, sono esercitate, per ciascuna regione o gruppo di regioni da determinarsi nel Regolamento, da un Consiglio dell'Ordine, secondo le norme della presente legge.

Tanto gli ordini regionali e interregionali, quanto l'ordine nazionale, ciascuno nei limiti della propria competenza, sono persone giuridiche di diritto pubblico.

Art. 2.
Diritti e doveri.

È diritto insopprimibile dei giornalisti la libertà di informazione e di critica, limitata dall'osservanza delle norme di legge dettate a tutela della personalità altrui ed è loro obbligo inderogabile il rispetto della verità sostanziale dei fatti, osservati sempre i doveri imposti dalla lealtà e dalla buona fede.

Devono essere rettificate le notizie che risultino inesatte, e riparati gli eventuali errori.

Giornalisti e editori sono tenuti a rispettare il segreto professionale sulla fonte delle notizie, quando ciò sia richiesto dal carattere fiduciario di esse, e a promuovere lo spirito di collaborazione tra colleghi, la cooperazione fra giornalisti e editori, e la fiducia tra la stampa e i lettori.

Art. 3.
Composizione dei Consigli regionali o interregionali.

I Consigli regionali o interregionali sono composti da 6 professionisti e 3 pubblicisti, scelti tra gli iscritti nei rispettivi elenchi regionali o interregionali, che abbiano almeno 5 anni di anzianità di iscrizione. Essi sono eletti rispettivamente dai professionisti e dai pubblicisti iscritti nell'albo ed in regola con il pagamento dei contributi dovuti all'Ordine, a scrutinio segreto ed a maggioranza assoluta di voti.

Art. 4.
Elezione dei Consigli dell'Ordine.

L'assemblea per l'elezione dei membri del Consiglio deve essere convocata almeno venti giorni prima della scadenza del Consiglio in carica. La convocazione si effettua mediante avviso spedito per posta raccomandata almeno quindi giorni prima a tutti gli iscritti, esclusi i sospesi dall'esercizio della professione.

L'avviso deve contenere l'indicazione dell'oggetto dell'adunanza, e stabilire il luogo, il giorno e le ore dell'adunanza stessa, in prima ed in seconda convocazione. La seconda convocazione è stabilita a distanza di otto giorni dalla prima.

L'assemblea è valida in prima convocazione quando intervenga almeno la metà degli iscritti, e in seconda convocazione qualunque sia il numero degli intervenuti.

Art. 5.
Votazioni.

Il presidente dell'Ordine, prima dell'inizio delle operazioni di votazione, sceglie cinque scrutatori fra gli elettori presenti. Il più anziano fra i cinque, per iscrizione, esercita le funzioni di presidente del seggio. A parità di data di iscrizione, prevale l'anzianità di nascita.

Durante la votazione è sufficiente la presenza di tre componenti dell'ufficio elettorale.

Il segretario dell'Ordine esercita le funzioni di segretario di seggio.

Art. 6.
Scrutinio e proclamazione degli eletti.

Il voto si esprime per mezzo di schede contenenti un numero di nomi non superiore a quello dei componenti del Consiglio dell'Ordine, per le rispettive categorie. Non è ammesso il voto per delega.

Decorse otto ore dall'inizio delle operazioni di voto, il presidente del seggio, dopo aver ammesso a votare gli elettori che in quel momento si trovino nella sala, dichiara chiusa la votazione: quindi procede pubblicamente con gli scrutatori alle operazioni di scrutinio.

Compiuto lo scrutinio, il presidente ne dichiara il risultato, e proclama eletti coloro che hanno ottenuto la maggioranza assoluta dei voti.

Allorchè non è raggiunta la maggioranza assoluta dei voti da tutti o da alcuno dei candidati, si procede in un'assemblea successiva, da convocarsi entro otto giorni, a votazione di ballottaggio, fra i candidati che hanno riportato il numero maggiore di voti, in numero doppio di quello dei consiglieri ancora da eleggere.

Dopo l'elezione, il presidente dell'assemblea comunica al Ministero di grazia e giustizia l'avvenuta proclamazione degli eletti.

Art. 7.
Durata in carica del Consiglio. Sostituzioni.

I componenti del Consiglio restano in carica tre anni e possono essere rieletti.

Nel caso in cui uno dei componenti il Consiglio venisse a mancare, per qualsiasi causa, lo sostituisce il primo dei non eletti del rispettivo elenco.

I componenti così eletti rimangono in carica fino alla scadenza del Consiglio.

Art. 8.
Reclamo contro le operazioni elettorali.

Contro i risultati delle elezioni, ciascun iscritto agli elenchi dell'albo può proporre reclamo al Consiglio nazionale dell'Ordine, entro dieci giorni dalla proclamazione.

Quando il reclamo investa l'elezione di tutto il Consiglio e sia accolto, il Consiglio nazionale provvede, fissando un termine non superiore a trenta giorni e con le modalità che saranno indicate nel Regolamento, a rinnovare l'elezione dichiarata nulla.

Art. 9.
Cariche del Consiglio.

Ciascun Consiglio elegge nel proprio seno un presidente, un vicepresidente, un segretario ed un tesoriere. Ove il presidente sia iscritto nell'elenco dei professionisti, il vicepresidente deve essere scelto tra i pubblicisti, e reciprocamente.

Art. 10.
Attribuzioni del presidente.

Il presidente ha la rappresentanza dell'Ordine; convoca e presiede l'assemblea degli iscritti, ed esercita le altre attribuzioni conferitegli dal presente ordinamento.

Il vicepresidente sostituisce il presidente in caso di assenza o di impedimento.

Se il presidente e il vicepresidente siano assenti o impediti, ne fa le veci il membro più anziano per iscrizione nell'albo, e, nel caso di pari anzianità, il più anziano per età.

Art. 11.
Attribuzioni del Consiglio.

Il Consiglio esercita le seguenti attribuzioni:

a) cura l'osservanza della legge professionale e di tutte le altre disposizioni in materia;

b) vigila per la tutela del titolo di giornalista, in qualunque sede, anche giudiziaria, e svolge ogni attività diretta alla repressione dell'esercizio abusivo della professione;

c) cura la tenuta dell'albo, e provvede alle iscrizioni e cancellazioni;

d) adotta i provvedimenti disciplinari;

e) provvede alla amministrazione dei beni di pertinenza dell'Ordine, e compila annualmente il bilancio preventivo e il conto consuntivo da sottoporre all'approvazione dell'assemblea;

f) vigila sulla condotta e sul decoro degli iscritti;

g) dispone la convocazione dell'assemblea;

h) fissa, con l'osservanza del limite massimo previsto dall'articolo 20, lettera g), le quote annuali dovute dagli iscritti e determina inoltre i contributi per la iscrizione nell'albo e nel registro dei praticanti e per il rilascio di certificati;

i) esercita le altre attribuzioni demandategli dalla legge.

Art. 12.

Collegio dei revisori dei conti.

Ogni Ordine ha un Collegio dei revisori dei conti costituito da tre componenti.

Esso controlla la gestione dei fondi e verifica i bilanci predisposti dal Consiglio riferendone all'assemblea.

L'assemblea convocata per l'elezione del Consiglio elegge, con le modalità stabilite dagli articoli 4, 5 e 6, il Collegio dei revisori dei conti, scegliendone i componenti tra gli iscritti che non ricoprano o che non abbiano ricoperto negli ultimi tre anni la carica di consigliere.

I revisori dei conti durano in carica tre anni e sono rieleggibili.

Art. 13.

Assemblea per l'approvazione dei conti.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio preventivo e del conto consuntivo ha luogo nel mese di marzo di ogni anno.

Art. 14.

Assemblea straordinaria.

Il presidente, oltre che nel caso di cui all'articolo precedente, convoca l'assemblea ogni volta che lo deliberi il Consiglio di propria iniziativa o quando ne sia fatta richiesta per iscritto, con l'indicazione degli argomenti da trattare, da parte di almeno un quarto degli iscritti nell'albo dell'Ordine.

Tale convocazione deve essere fatta non oltre dieci giorni dalla deliberazione o dalla richiesta.

Art. 15.

Norme comuni per le assemblee.

Il presidente e il segretario del Consiglio dell'Ordine assumono rispettivamente le funzioni di presidente e di segretario dell'assemblea. In caso di impedimento del presidente si applica il disposto dell'articolo 10; in caso di impedimento del segretario, la assemblea provvede alla nomina di un proprio segretario.

L'assemblea delibera a maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

Per le assemblee previste dai due articoli precedenti si applica per quant'altro il disposto dell'articolo 4.

CAPO II.

DEL CONSIGLIO NAZIONALE DELL'ORDINE

Art. 16.

Consiglio nazionale: composizione.

È istituito, con sede presso il Ministero di grazia e giustizia, il Consiglio nazionale dell'Ordine dei giornalisti.

Il Consiglio nazionale è composto in ragione di due professionisti e un pubblicista per ogni Ordine regionale o interregionale, iscritti nei rispettivi elenchi.

Gli Ordini regionali o interregionali che hanno più di 500 professionisti iscritti eleggono un altro consigliere nazionale appartenente alla medesima categoria ogni 500 professionisti eccedenti tale numero o frazione di 500 superiore alla metà.

Conformemente, gli Ordini regionali o interregionali che hanno più di 1.000 pubblicisti iscritti eleggono un altro consigliere nazionale appartenente alla medesima categoria ogni 1.000 pubblicisti eccedenti tale numero o frazione di 1.000 superiore alla metà.

L'elezione avviene a norma degli articoli 3 e seguenti, in quanto applicabili.

Le assemblee devono essere convocate almeno venti giorni prima della scadenza del Consiglio nazionale in carica.

Contro i risultati delle elezioni ciascun iscritto può proporre reclamo al Consiglio nazionale, nel termine di 10 giorni dalla proclamazione. In caso di accoglimento del reclamo, il Consiglio nazionale stesso fissa un termine, non superiore a 30 giorni, perchè da parte dell'assemblea regionale o interregionale interessata sia provveduto al rinnovo dell'elezione dichiarata nulla.

Art. 17.

Durata in carica del Consiglio nazionale. Sostituzioni.

I componenti del Consiglio nazionale dell'Ordine restano in carica tre anni, e possono essere rieletti.

Si applicano al Consiglio nazionale le norme di cui al secondo e terzo comma dell'articolo 7.

Art. 18.

Incompatibilità.

Non si può far parte contemporaneamente di un Consiglio regionale o interregionale e del Consiglio nazionale.

Il componente di un Consiglio regionale o interregionale che venga nominato membro del Consiglio nazionale, si intende decaduto, ove non rinunzi alla nuova elezione nel termine di dieci giorni dalla proclamazione, dalla carica di componente del Consiglio regionale o interregionale.

Art. 19.

Cariche.

Il Consiglio nazionale dell'Ordine elegge nel proprio seno un presidente, un vicepresidente, un segretario ed un tesoriere.

Elegge inoltre nel proprio seno un Comitato esecutivo, composto da sei professionisti e tre pubblicisti, tra gli stessi sono compresi il presidente, il vicepresidente, il segretario e il tesoriere.

Designa pure tre giornalisti perchè esercitino le funzioni di revisore dei conti.

Il presidente deve essere scelto tra gli iscritti nello elenco dei professionisti, il vicepresidente tra gli iscrit-

ti nell'elenco dei pubblicisti, i revisori di conti tra gli iscritti che non ricoprano o non abbiano ricoperto nell'ultimo triennio la carica di consigliere presso gli Ordini o presso il Consiglio nazionale.

Art. 20.
Attribuzioni del Consiglio

Il Consiglio nazionale, oltre a quelle demandategli da altre norme, esercita le seguenti attribuzioni:

a) dà parere, quando ne sia richiesto dal Ministro per la grazia e giustizia, sui progetti di legge e di regolamento che riguardano la professione di giornalista;

b) coordina e promuove le attività culturali dei Consigli degli Ordini per favorire le iniziative intese al miglioramento ed al perfezionamento professionale;

c) dà parere sullo scioglimento dei Consigli regionali o interregionali ai sensi del successivo articolo 24;

d) decide, in via amministrativa, sui ricorsi avverso le deliberazioni dei Consigli degli Ordini in materia di iscrizione e di cancellazione dagli elenchi dell'albo e dal registro, sui ricorsi in materia disciplinare e su quelli relativi alle elezioni dei Consigli degli Ordini e dei Collegi dei revisori;

e) redige il regolamento per la trattazione dei ricorsi e degli affari di sua competenza, da approvarsi dal Ministro per la grazia e giustizia;

f) determina, con deliberazione da approvarsi dal Ministro per la grazia e giustizia, la misura delle quote annuali dovute dagli iscritti per le spese del suo funzionamento;

g) stabilisce, ogni biennio, con deliberazione da approvarsi dal Ministro per la grazia e giustizia, il limite massimo delle quote annuali dovute ai Consigli regionali o interregionali dai rispettivi iscritti.

Art. 21.
Attribuzioni al Comitato esecutivo

Il Comitato esecutivo provvede all'attuazione delle delibere del Consiglio e collabora con il presidente nella gestione ordinaria dell'Ordine. Adotta, altresì, in caso di assoluta urgenza, le delibere di competenza del Consiglio stesso escluse quelle previste nelle lettere *a*), *d*) ed *e*) dell'articolo 20, con obbligo di sottoporle a ratifica nella prima riunione, da convocarsi in ogni caso non oltre un mese.

Art. 22.
Attribuzioni del presidente.

Il presidente del Consiglio nazionale convoca e presiede le riunioni del Consiglio e del Comitato esecutivo, dà disposizioni per il regolare funzionamento del Consiglio e del Comitato esecutivo stesso ed esercita tutte le attribuzioni demandategli dal presente ordinamento e da altre norme.

In caso di sua assenza od impedimento, si applicano le disposizioni dell'articolo 10, secondo e terzo comma.

CAPO III.
DISPOSIZIONI COMUNI

Art. 23.
Riunioni dei Consigli e del Comitato esecutivo.

Per la validità delle sedute di un Consiglio regionale o interregionale o del Consiglio nazionale dell'Ordine, occorre la presenza della maggioranza dei componenti. Nelle votazioni, in caso di parità, prevale il voto del presidente.

Fino all'insediamento del nuovo Consiglio dell'Ordine, rimane in carica il Consiglio uscente.

Le stesse norme si applicano al Comitato esecutivo.

Art. 24.
Attribuzioni del Ministro per la grazia e giustizia

Il Ministro per la grazia e giustizia esercita l'alta vigilanza sui Consigli dell'Ordine.

Egli può, con decreto motivato, sentito il parere del Consiglio nazionale, sciogliere un Consiglio regionale o interregionale, che non sia in grado di funzionare regolarmente; quando sia trascorso il termine di legge senza che si sia provveduto alla elezione del nuovo Consiglio o quando il Consiglio, richiamato all'osservanza degli obblighi ad esso imposti, persista nel violarli.

Con lo stesso decreto il Ministro nomina, scegliendo fra i giornalisti professionisti, un commissario straordinario, al quale sono affidate le funzioni fino alla elezione del nuovo Consiglio, che deve avere luogo entro novanta giorni dal decreto di scioglimento.

Art. 25.
Ineleggibilità

Non sono eleggibili alle cariche di cui agli articoli 9 e 19 i pubblicisti iscritti anche ad altri albi professionali o che siano funzionari dello Stato.

TITOLO II
Dell'albo professionale

CAPO I.
DELL'ISCRIZIONE NEGLI ELENCHI

Art. 26.
Albo: istituzione.

Presso ogni Consiglio dell'Ordine regionale o interregionale è istituito l'albo dei giornalisti che hanno la loro residenza nel territorio compreso nella circoscrizione del Consiglio.

L'albo è ripartito in due elenchi, l'uno dei professionisti l'altro dei pubblicisti.

I giornalisti che abbiano la loro abituale residenza fuori del territorio della Repubblica sono iscritti nell'albo di Roma.

Art. 27.
Albo: contenuto.

L'albo deve contenere il cognome, il nome, la data di nascita, la residenza e l'indirizzo degli iscritti, nonchè la data di iscrizione e il titolo in base al quale è avvenuta. L'albo è compilato secondo l'ordine di anzianità di iscrizione e porta un indice alfabetico che ripete il numero d'ordine di iscrizione.

L'anzianità è determinata dalla data di iscrizione nell'albo.

A ciascun iscritto nell'albo è rilasciata la tessera.

Art. 28.
Elenchi speciali.

All'albo dei giornalisti sono annessi gli elenchi dei giornalisti di nazionalità straniera, e di coloro che, pur non esercitando l'attività di giornalista, assumano

la qualifica di direttori responsabili di periodici o riviste a carattere tecnico, professionale o scientifico, esclusi quelli sportivi e cinematografici.

Quando si controverta sulla natura della pubblicazione, decide irrevocabilmente, su ricorso dell'interessato, il Consiglio nazionale dell'Ordine.

Art. 29.

Iscrizione nell'elenco dei professionisti.

Per l'iscrizione nell'elenco dei professionisti sono richiesti: l'età non inferiore agli anni 21, l'iscrizione nel registro dei praticanti, l'esercizio continuativo della pratica giornalistica per almeno 18 mesi, il possesso dei requisiti di cui all'articolo 31, e l'esito favorevole della prova di idoneità professionale di cui all'art. 32.

La iscrizione è deliberata dal competente Consiglio regionale o interregionale entro sessanta giorni dalla presentazione della domanda. Decorso tale termine inutilmente il richiedente può ricorrere entro 30 giorni al Consiglio nazionale che decide sulla domanda di iscrizione.

Art. 30.

Rigetto della domanda.

Il provvedimento di rigetto della domanda di iscrizione all'albo o al registro dei praticanti dev'essere motivato, e dev'essere notificato all'interessato, a mezzo di ufficiale giudiziario, nel termine di 15 giorni dalla deliberazione.

Art. 31.

Modalità di iscrizione nell'elenco dei professionisti.

La domanda di iscrizione deve essere corredata dai seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita;
2) certificato di residenza;
3) dichiarazione di cui all'articolo 34;
4) attestazione di versamento della tassa di concessione governativa, nella misura prevista dalle disposizioni vigenti per le iscrizioni negli albi professionali.

Per l'accertamento dei requisiti della cittadinanza, della buona condotta e dell'assenza di precedenti penali del richiedente si provvede d'ufficio da parte del Consiglio dell'Ordine.

Non possono essere iscritti nell'albo coloro che abbiano riportato condanna penale che importi interdizione dai pubblici uffici, per tutta la durata della interdizione, salvo che sia intervenuta riabilitazione.

Nel caso di condanna che non importi interdizione dai pubblici uffici, o se questa è cessata, il Consiglio dell'Ordine può concedere la iscrizione solo se, vagliate tutte le circostanze e specialmente la condotta del richiedente successivamente alla condanna, ritenga che il medesimo sia meritevole della iscrizione.

Art. 32.

Prova di idoneità professionale.

L'accertamento dell'idoneità professionale, di cui al precedente articolo 29, consiste in una prova scritta e orale di tecnica e pratica del giornalismo, integrata dalla conoscenza delle norme giuridiche che hanno attinenza con la materia del giornalismo.

L'esame dovrà sostenersi in Roma, innanzi ad una Commissione composta di sette membri, di cui cinque dovranno essere nominati dal Consiglio nazionale dell'Ordine fra i giornalisti professionisti iscritti da non meno di 10 anni. Gli altri 2 membri saranno nominati dal presidente della Corte d'appello di Roma, scelti l'uno tra i magistrati di tribunale e l'altro tra i magistrati di appello; questo ultimo assumerà le funzioni di presidente della Commissione di esame.

Le modalità di svolgimento dell'esame, da effettuarsi in almeno due sessioni annuali, saranno determinate dal regolamento.

Art. 33.

Registro dei praticanti.

Nel registro dei praticanti possono essere iscritti coloro che intendono avviarsi alla professione giornalistica e che abbiano compiuto almeno 18 anni di età.

La domanda per l'iscrizione deve essere corredata dai documenti di cui ai numeri 1), 2) e 4) dell'articolo 31. Deve essere altresì corredata dalla dichiarazione del direttore comprovante l'effettivo inizio della pratica di cui all'articolo 34.

Si applica il disposto del comma secondo dell'articolo 31.

Per l'iscrizione nel registro dei praticanti è necessario altresì avere superato un esame di cultura generale, diretto ad accertare l'attitudine all'esercizio della professione.

Tale esame dovrà svolgersi di fronte ad una Commissione, composta da 5 membri, di cui 4 da nominarsi da ciascun Consiglio regionale o interregionale, e scelti fra i giornalisti professionisti con almeno 10 anni di iscrizione. Il quinto membro, che assumerà le funzioni di presidente della Commissione, sarà scelto fra gli insegnanti di ruolo di scuola media superiore e nominato dal provveditore agli studi del luogo ove ha sede il Consiglio regionale o interregionale.

Le modalità di svolgimento dell'esame saranno determinate dal regolamento.

Non sono tenuti a sostenere la prova di esame, di cui sopra, i praticanti in possesso di titolo di studio non inferiore alla licenza di scuola media superiore.

Art. 34.

Pratica giornalistica.

La pratica giornalistica deve svolgersi presso un quotidiano, o presso il servizio giornalistico della radio o della televisione, o presso un'agenzia quotidiana di stampa a diffusione nazionale e con almeno 4 giornalisti professionisti redattori ordinari, o presso un periodico a diffusione nazionale e con almeno 6 giornalisti professionisti redattori ordinari.

Dopo 18 mesi, a richiesta del praticante, il direttore responsabile della pubblicazione gli rilascia una dichiarazione motivata sull'attività giornalistica svolta, per i fini di cui al comma primo n. 3) del precedente articolo 31.

Il praticante non può rimanere iscritto per più di tre anni nel registro.

Art. 35.

Modalità d'iscrizione nell'elenco dei pubblicisti

Per l'iscrizione all'elenco dei pubblicisti la domanda dev'essere corredata, oltre che dai documenti di cui ai numeri 1), 2) e 4) del primo comma dell'articolo 31, anche dai giornali e periodici contenenti scritti a firma del richiedente, e da certificati dei direttori delle pubblicazioni, che comprovino l'attività pubblicistica regolarmente retribuita da almeno due anni.

Si applica il disposto del secondo comma dell'art. 31

Art. 36.

Giornalisti stranieri.

I giornalisti stranieri residenti in Italia possono ottenere l'iscrizione nell'elenco speciale di cui all'articolo 28, se abbiano compiuto i 21 anni e sempre che lo Stato di cui sono cittadini pratichi il trattamento di reciprocità.

La domanda di iscrizione deve essere corredata dai documenti di cui ai numeri 1), 2) e 4) dell'articolo 31 oltre che da una attestazione del Ministero degli affari esteri che provi che il richiedente è cittadino di uno Stato con il quale esiste trattamento di reciprocità.

Si applica il disposto del secondo comma dell'art. 31.

CAPO II.

DEI TRASFERIMENTI E DELLA CANCELLAZIONE DALL'ALBO

Art. 37.

Trasferimenti.

Nessuno può essere iscritto contemporaneamente in più di un albo. In caso di cambiamento di residenza, il giornalista deve chiedere il trasferimento nell'albo del luogo della nuova residenza; trascorsi tre mesi dal cambiamento senza che ne sia fatta richiesta, il Consiglio dell'Ordine procede di ufficio alla cancellazione dall'albo del giornalista che si è trasferito in altra sede ed alla comunicazione di tale cancellazione al Consiglio nella cui giurisdizione è compreso il luogo della nuova residenza, che provvederà ad iscrivere il giornalista nel proprio albo.

Art. 38.

Cancellazione dall'albo.

Il Consiglio dell'Ordine delibera di ufficio la cancellazione dall'albo in caso di perdita del godimento dei diritti civili, da qualunque titolo derivata, o di perdita della cittadinanza italiana.

In questo secondo caso, tuttavia, il giornalista è iscritto nell'elenco speciale per gli stranieri, qualora concorrano le condizioni previste dall'articolo 36, e ne faccia domanda.

Art. 39.

Condanna penale.

Debbono essere cancellati dall'albo coloro che abbiano riportato condanne penali che importino l'interdizione perpetua dai pubblici uffici.

Nel caso di condanna che importi l'interdizione temporanea dai pubblici uffici, l'iscritto è sospeso di diritto durante il periodo di interdizione. Ove sia emesso ordine o mandato di cattura, gli effetti dell'iscrizione sono sospesi di diritto fino alla revoca del mandato o dell'ordine.

Nel caso di condanna penale che non importi la pena accessoria di cui ai commi precedenti, il Consiglio dell'Ordine inizia procedimento disciplinare ove ricorrano le condizioni previste dal primo comma dell'articolo 48.

Art. 40.

Cessazione dell'attività professionale.

Il giornalista è cancellato dall'elenco dei professionisti, quando risulti che sia venuto a mancare il requisito dell'esclusività professionale.

In tal caso il professionista può essere trasferito nell'elenco dei pubblicisti, ove ricorrano le condizioni di cui all'articolo 35, e ne faccia domanda.

Art. 41.

Inattività.

E' disposta la cancellazione dagli elenchi dei professionisti o dei pubblicisti dopo due anni di inattività professionale. Tale termine è elevato a tre anni per il giornalista che abbia almeno dieci anni di iscrizione.

Nel calcolo dei termini suindicati non si tiene conto del periodo di inattività dovuta all'assunzione di cariche o di funzioni amministrative, politiche o scientifiche; o allo espletamento degli obblighi militari.

Non si fa luogo alla cancellazione per inattività professionale del giornalista che abbia almeno quindici anni di iscrizione all'albo, salvo i casi di iscrizione in altro albo, o di svolgimento d'altra attività continuativa e lucrativa.

Art. 42.

Reiscrizione.

Il giornalista cancellato dall'albo può, a sua richiesta, essere riammesso quando sono cessate le ragioni che hanno determinato la cancellazione.

Se la cancellazione è avvenuta a seguito di condanna penale, ai sensi dell'articolo 39, primo comma, la domanda di nuova iscrizione può essere proposta quando si è ottenuta la riabilitazione.

Art. 43.

Notificazione delle deliberazioni del Consiglio

Le deliberazioni del Consiglio regionale o interregionale di cancellazione dall'albo, o di diniego di nuova iscrizione ai sensi dell'articolo precedente, devono essere motivate e notificate all'interessato nei modi e nei termini di cui all'articolo 30.

Art. 44.

Comunicazioni.

Una copia dell'albo deve essere depositata ogni anno, entro il mese di gennaio a cura dei Consigli regionali o interregionali, presso la Cancelleria della Corte d'appello del capoluogo della regione dove ha sede il Consiglio, presso la Segreteria del Consiglio nazionale dell'Ordine e presso il Ministero di grazia e giustizia.

Di ogni nuova iscrizione o cancellazione dovrà essere data comunicazione entro due mesi al Ministro di grazia e giustizia, alla Cancelleria della Corte d'appello, al procuratore generale della stessa Corte d'appello ed al Consiglio nazionale.

CAPO III.

DELL'ESERCIZIO DELLA PROFESSIONE DI GIORNALISTA

Art. 45.

Esercizio della professione.

Nessuno può assumere il titolo nè esercitare la professione di giornalista, se non è iscritto nell'albo professionale. La violazione di tale disposizione è punita a norma degli articoli 348 e 498 del Codice penale, ove il fatto non costituisca un reato più grave.

Art. 46.

Direzione dei giornali.

Il direttore ed il vicedirettore responsabile di un giornale quotidiano o di un periodico o agenzia di stampa, di cui al primo comma dell'articolo 34 devono essere iscritti nell'elenco dei giornalisti professionisti, salvo quanto stabilito nel successivo articolo 47.

Per le altre pubblicazioni periodiche ed agenzie di stampa, il direttore ed il vicedirettore responsabile possono essere iscritti nell'elenco dei professionisti oppure in quello dei pubblicisti, salvo la disposizione dell'articolo 28 per le riviste a carattere tecnico, professionale o scientifico.

Art. 47.

Direzione affidata a persone non iscritte nell'albo.

La direzione di un giornale quotidiano o di altra pubblicazione periodica, che siano organi di partiti o movimenti politici o di organizzazioni sindacali, può essere affidata a persona non iscritta all'albo dei giornalisti.

Nei casi previsti dal precedente comma, i requisiti richiesti per la registrazione o l'annotazione di mutamento ai sensi della legge sulla stampa sono titolo per la iscrizione provvisoria del direttore nell'elenco dei professionisti, se trattasi di quotidiani, o nell'elenco dei pubblicisti se trattasi di altra pubblicazione periodica.

Le disposizioni di cui ai precedenti commi sono subordinate alla contemporanea nomina a vicedirettore del quotidiano di un giornalista professionista, al quale restano affidate le attribuzioni di cui agli articoli 31, 34 e 35 della presente legge; ed alla contemporanea nomina a vicedirettore del periodico di un giornalista iscritto nell'elenco dei pubblicisti, al quale restano affidate le attribuzioni di cui all'articolo 35 della presente legge.

Resta ferma la responsabilità stabilita dalle leggi civili e penali per il direttore non professionista, iscritto a titolo provvisorio nell'albo.

TITOLO III

Della disciplina degli iscritti

Art. 48.

Procedimento disciplinare

Gli iscritti nell'albo, negli elenchi o nel registro, che si rendano colpevoli di fatti non conformi al decoro e alla dignità professionali, o di fatti che compromettano la propria reputazione o la dignità dell'Ordine, sono sottoposti a procedimento disciplinare.

Il procedimento disciplinare è iniziato d'ufficio dal Consiglio regionale o interregionale, o anche su richiesta del procuratore generale competente ai sensi dell'articolo 44.

Art. 49.

Competenza.

La competenza per il giudizio disciplinare appartiene al Consiglio dell'Ordine presso il quale è iscritto l'incolpato.

Se l'incolpato è membro di tale Consiglio il procedimento disciplinare è rimesso al Consiglio dell'Ordine designato dal Consiglio nazionale.

Art. 50.

Astensione o ricusazione dei membri del Consiglio dell'Ordine

L'astensione e la ricusazione dei componenti del Consiglio sono regolate dagli articoli 51 e 52 del Codice di procedura civile, in quanto applicabili.

Sull'astensione, quando è necessaria l'autorizzazione, e sulla ricusazione decide lo stesso Consiglio.

Se, a seguito di astensioni e ricusazioni viene a mancare il numero legale, il presidente del Consiglio rimette gli atti al Consiglio dell'Ordine designato dal Consiglio nazionale.

Il Consiglio competente a termini del comma precedente, se autorizza l'astensione o riconosce legittima la ricusazione, si sostituisce al Consiglio dell'Ordine cui appartengono i componenti che hanno chiesto di astenersi o che sono stati ricusati; altrimenti restituisce gli atti per la prosecuzione del procedimento.

Art. 51.

Sanzioni disciplinari.

Le sanzioni disciplinari sono pronunciate con decisione motivata dal Consiglio, previa audizione dell'incolpato.

Esse sono:

a) l'avvertimento;

b) la censura;

c) la sospensione dall'esercizio della professione per un periodo non inferiore a due mesi e non superiore ad un anno;

d) la radiazione dall'albo.

Art. 52.

Avvertimento.

L'avvertimento, da infliggere nei casi di abusi o mancanze di lieve entità, consiste nel rilievo della mancanza commessa e nel richiamo del giornalista all'osservanza dei suoi doveri.

Esso, quando non sia conseguente ad un giudizio disciplinare, è disposto dal presidente del Consiglio dell'Ordine.

L'avvertimento è rivolto oralmente dal presidente e se ne redige verbale sottoscritto anche dal segretario.

Entro i trenta giorni successivi, il giornalista al quale è stato rivolto l'avvertimento può chiedere di essere sottoposto a procedimento disciplinare.

Art. 53.

Censura.

La censura, da infliggersi nei casi di abusi o mancanze di grave entità, consiste nel biasimo formale per la trasgressione accertata.

Art. 54.

Sospensione.

La sospensione dall'esercizio professionale può essere inflitta nei casi in cui l'iscritto con la sua condotta abbia compromesso la dignità professionale.

Art. 55.

Radiazione.

La radiazione può essere disposta nel caso in cui l'iscritto con la sua condotta abbia gravemente com-

promesso la dignità professionale fino a rendere incompatibile con la dignità stessa la sua permanenza nell'albo, negli elenchi o nel registro.

Art. 56.

Procedimento.

Nessuna sanzione disciplinare può essere inflitta senza che l'incolpato sia stato invitato a comparire davanti al Consiglio.

Il Consiglio, assunte sommarie informazioni, contesta all'incolpato a mezzo di lettera raccomandata con ricevuta di ritorno i fatti che gli vengono addebitati e le eventuali prove raccolte, e gli assegna un termine non minore di trenta giorni per essere sentito nelle sue discolpe. L'incolpato ha facoltà di presentare documenti e memorie difensive.

Art. 57.

Provvedimenti disciplinari: notificazione.

I provvedimenti disciplinari sono adottati a votazione segreta.

Essi devono essere motivati, e sono notificati all'interessato ed al pubblico ministero a mezzo di ufficiale giudiziario entro trenta giorni dalla deliberazione.

Art. 58.

Prescrizione.

L'azione disciplinare si prescrive entro cinque anni dal fatto.

Nel caso che per il fatto sia stato promosso procedimento penale, il termine suddetto decorre dal giorno in cui è divenuta irrevocabile la sentenza di condanna o di proscioglimento.

La prescrizione è interrotta dalla notificazione degli addebiti all'interessato, da eseguirsi nei modi di cui all'articolo precedente, nonchè dalle discolpe presentate per iscritto dall'incolpato.

La prescrizione interrotta ricomincia a decorrere dal giorno dell'interruzione; se più sono gli atti interruttivi la prescrizione decorre dall'ultimo di essi, ma in nessun caso il termine stabilito nel primo comma può essere prolungato oltre la metà.

L'interruzione della prescrizione ha effetto nei confronti di tutti coloro che abbiano concorso nel fatto che ha dato luogo al procedimento disciplinare.

Art. 59.

Reiscrizione dei radiati.

Il giornalista radiato dall'albo, dagli elenchi o dal registro a seguito di provvedimento disciplinare può chiedere di essere riammesso, trascorsi cinque anni dal giorno della radiazione.

Il Consiglio regionale o interregionale competente delibera sulla domanda: la deliberazione è notificata nei modi e nei termini di cui all'articolo 57.

TITOLO IV

Dei reclami contro le deliberazioni degli organi professionali

Art. 60.

Ricorso al Consiglio nazionale.

Le deliberazioni del Consiglio dell'Ordine relative alla iscrizione o cancellazione dall'albo, dagli elenchi o dal registro e quelle pronunciate in materia disciplinare possono essere impugnate dall'interessato e dal pubblico ministero competente con ricorso al Consiglio nazionale dell'Ordine nel termine di trenta giorni.

Il termine decorre per l'interessato dal giorno in cui gli è notificato il provvedimento e per il pubblico ministero dal giorno della notificazione per i provvedimenti in materia disciplinare e dal giorno della comunicazione eseguita ai sensi dell'articolo 44 per i provvedimenti relativi alle iscrizioni o cancellazioni.

I ricorsi al Consiglio nazionale in materia elettorale, di cui agli articoli 8 e 16, non hanno effetto sospensivo.

Art. 61.

Procedimenti disciplinari.

Prima della deliberazione sui ricorsi in materia disciplinare, il Consiglio nazionale deve in ogni caso sentire il pubblico ministero. Questi presenta per iscritto le sue conclusioni, che vengono comunicate all'incolpato nei modi e con il termine di cui all'articolo 56.

Si applicano per il resto le disposizioni di cui agli articoli 56 e 57, primo comma.

Art. 62.

Deliberazioni del Consiglio nazionale.

Le deliberazioni del Consiglio nazionale dell'Ordine, pronunziate sui ricorsi in materia di iscrizione nell'albo, negli elenchi o nel registro e di cancellazione, nonchè in materia disciplinare ed elettorale, devono essere motivate e sono notificate, a mezzo di ufficiale giudiziario, entro trenta giorni, agli interessati, al Consiglio dell'Ordine che ha emesso la deliberazione, nonchè al procuratore generale presso la Corte d'appello nel cui distretto ha sede il Consiglio.

Art. 63.

Azione giudiziaria.

Le deliberazioni indicate nell'articolo precedente possono essere impugnate, nel termine di 30 giorni dalla notifica, innanzi al tribunale del capoluogo del distretto in cui ha sede il Consiglio regionale o interregionale presso cui il giornalista è iscritto od ove la elezione contestata si è svolta.

Avverso la sentenza del tribunale è dato ricorso alla Corte d'appello competente per territorio, nel termine di 30 giorni dalla notifica.

Sia presso il Tribunale che presso la Corte d'appello il Collegio è integrato da un giornalista professionista e da un pubblicista, nominati in numero doppio all'inizio dell'anno giudiziario dal presidente della Corte d'appello su designazione del Consiglio nazionale dell'Ordine.

Possono proporre il reclamo all'Autorità giudiziaria sia l'interessato sia il procuratore della Repubblica e il procuratore generale competenti per territorio.

Art. 64.

Procedimento.

Il Tribunale e la Corte d'appello provvedono, in Camera di Consiglio, con sentenza, sentiti il pubblico ministero e gli interessati.

La sentenza può annullare, revocare o modificare la deliberazione impugnata.

Le sentenze sono notificate a cura della cancelleria al pubblico ministero e alle parti.

Art. 65.
Ricorso per Cassazione.

Avverso le sentenze della Corte d'appello è ammesso ricorso alla Corte di cassazione, da parte del procuratore generale e degli interessati, nel termine di 60 giorni dalla notifica ed ai sensi dell'articolo 360 del Codice di procedura civile.

TITOLO V.

Disposizioni finali e transitorie

Art. 66.
Costituzione dei primi Consigli

Entro 60 giorni dalla pubblicazione del regolamento, di cui all'articolo 73, si dovrà procedere alla elezione dei Consigli regionali o interregionali e del Consiglio nazionale.

A tale scopo la Commissione unica per la tenuta degli albi professionali dei giornalisti e la disciplina degli iscritti, istituita dall'articolo 1 del decreto legislativo luogotenenziale 23 ottobre 1944, n. 302, attualmente in carica provvede alla convocazione dell'assemblea dei giornalisti iscritti, e residenti in ciascuna regione o gruppo di regioni.

Il presidente della Corte di appello competente ai sensi dell'articolo 44 provvede, entro cinque giorni dalla convocazione, a nominare il presidente dell'assemblea, scegliendolo fra i giornalisti professionisti con almeno 10 anni di iscrizione all'albo.

Il presidente dell'assemblea, entro 8 giorni dalla proclamazione, comunica alla Commissione unica i nominativi degli eletti a componenti del Consiglio nazionale.

Il Consiglio regionale o interregionale sarà convocato la prima volta, ai fini della sua costituzione e della elezione delle cariche, a cura del consigliere che ha riportato maggior numero di voti e, in caso di parità, dal più anziano d'età. La convocazione stessa dovrà aver luogo non oltre i 15 giorni dalla proclamazione. Il Consiglio nazionale sarà convocato allo stesso scopo dalla Commissione unica, entro 15 giorni dalla ricezione delle comunicazioni di cui al comma precedente.

Le spese per le convocazioni, previste ai commi precedenti, faranno carico ai Consigli regionali o interregionali cui si riferiscono.

Art. 67.
Commissione unica Devoluzione.

Fino all'insediamento del primo Consiglio nazionale le funzioni ad esso attribuite dalla presente legge saranno espletate dalla Commissione unica.

Nel periodo intercorrente tra l'entrata in vigore della presente legge e la assunzione delle funzioni da parte dei singoli Consigli regionali o interregionali la Commissione unica non potrà procedere a nuove iscrizioni, salva l'applicazione del disposto dell'articolo 28.

Fermo restando il disposto del primo comma del presente articolo, regione per regione o per gruppo di regioni le funzioni espletate dalla Commissione unica a' sensi dell'articolo 1 del decreto legislativo luogotenenziale 23 ottobre 1944, n. 302, cessano al momento dell'insediamento del Consiglio regionale o interregionale, il quale, a tal fine, darà notizia della propria costituzione alla Commissione medesima. Questa, avuta tale notizia, rimetterà a ciascun Consiglio tutte le istanze ad essa presentate per le funzioni previste dal citato decreto, sulle quali non abbia provveduto.

A ciascun Consiglio regionale o interregionale, all'atto del proprio insediamento, debbono essere consegnati i fascicoli personali degli iscritti, di cui al successivo articolo 71.

Insediatosi il primo Consiglio nazionale, la Commissione unica cessa dalle proprie funzioni e trasmette al Consiglio medesimo l'attività patrimoniale e l'archivio.

Art. 68.
Ricorsi.

Contro le deliberazioni della Commissione unica in materia disciplinare e di tenuta dell'albo dei giornalisti, è ammesso il ricorso al Consiglio nazionale dell'Ordine dei giornalisti, entro il termine di trenta giorni dalla prima elezione di detto Consiglio se, alla data predetta, non è ancora decorso il termine di cui al precedente articolo 60.

Art. 69.
Termini di decadenza.

Il termine di decadenza previsto dall'articolo 63, per proporre la domanda innanzi all'Autorità giudiziaria, comincia a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge, se a tale data sia stata già notificata la deliberazione della Commissione unica.

Art. 70.
Azione giudiziaria.

Spetta alla Corte d'appello di Roma conoscere dei reclami avverso le deliberazioni del Consiglio nazionale dell'Ordine dei giornalisti, emesse a' sensi dell'articolo 68, e avverso le deliberazioni della Commissione unica per la tutela degli albi professionali dei giornalisti e la disciplina degli iscritti.

Anche ai giudizi di cui al comma precedente si applicano, per quanto in esso non previsto, le disposizioni degli articoli 64 e 65.

Art. 71.
Anzianità.

I giornalisti iscritti negli albi dei professionisti e negli elenchi dei pubblicisti vi rimangono iscritti conservando l'anzianità di cui godono in base al regio decreto 26 febbraio 1928, n. 384, alla data dell'entrata in vigore della presente legge.

Le persone iscritte in base al regio decreto predetto negli attuali registri dei praticanti, o negli elenchi speciali e per stranieri alla data di entrata in vigore della presente legge vengono trasferite, con la rispettiva anzianità, negli elenchi previsti dall'articolo 28.

Coloro che abbiano presentato domanda di iscrizione nell'albo anteriormente al 30 novembre 1962 possono essere iscritti dal Consiglio nazionale anche in base ai requisiti previsti dalle leggi precedenti.

Art. 72.
Personale degli Ordini e del Consiglio nazionale.

Per la disciplina giuridica ed economica del personale degli Ordini e del Consiglio nazionale si osser-

vano le disposizioni contenute nell'articolo 11 del decreto legislativo luogotenenziale 5 agosto 1947, n. 778, ratificato dalla legge 20 ottobre 1951, n. 1349.

Il personale dipendente dalla Commissione unica, in servizio all'atto della cessazione d'attività della stessa, sarà assunto dal Consiglio nazionale, con l'osservanza delle disposizioni di cui al comma precedente.

Art. 73.

Norme regolamentari.

Il Governo provvederà all'emanazione delle norme regolamentari entro il termine di 90 giorni dalla pubblicazione della presente legge.

In sede di regolamento e in applicazione dell'articolo 1 della presente legge, non potrà farsi luogo alla istituzione di circoscrizioni regionali o interregionali cui non appartengano almeno 40 giornalisti di cui non meno di 20 professionisti.

Art. 74.

Abrogazione.

Sono abrogati il regio decreto 26 febbraio 1928, numero 384, il decreto legislativo luogotenenziale 23 ottobre 1944, n. 302, e ogni altra disposizione incompatibile con la presente legge.

Art. 75.

Entrata in vigore.

La presente legge entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 gennaio 1963

SEGNI

FANFANI — BOSCO — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 30 settembre 1961.

Istituzione in Lecce di una Accademia di belle arti ed un annesso Liceo artistico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 3 del regio decreto 31 dicembre 1923. n. 3123;

Visto il regio decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2081;

Visto il regio decreto-legge 7 gennaio 1926, n. 214;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione di concerto con quello per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

A decorrere dal 1° ottobre 1960 è istituita in Lecce una Accademia di belle arti, con i corsi di scultura e decorazione, ed un annesso Liceo artistico.

Art. 2.

Gli insegnamenti che vengono impartiti nell'Accademia di belle arti e nel Liceo artistico sono elencati nella annessa tabella firmata dal Ministro per la pubblica istruzione e dal Ministro per il tesoro.

Gli insegnamenti predetti sono affidati per incarico.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 30 settembre 1961

GRONCHI

BOSCO — TAVIANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 aprile 1962
Registro n. 25 Pubblica istruzione, foglio n. 9

TABELLA

Insegnamenti	Posti di incarico
Accademia di belle arti	
Scultura	1
Decorazione	1
Storia dell'arte	1
Anatomia artistica	1
Tecniche dell'incisione	1
Plastica ornamentale	1
Liceo artistico	
Religione	1
Figura disegnata	2
Ornato disegnato	2
Figura e ornato modellato	2
Disegno geometrico, prospettiva e architettura	2
Anatomia artistica (1)	—
Letteratura italiana e storia	1
Storia italiana e storia	1
Storia dell'arte	1
Matematica e fisica	1
Scienze naturali, chimica e geografia	1

(1) L'insegnamento di anatomia artistica è impartito dall'insegnante della stessa disciplina dell'Accademia.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per la pubblica istruzione
BOSCO

Il Ministro per il tesoro
TAVIANI

(965)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 5 gennaio 1963.

Revoca della nomina ad agente di cambio presso la Borsa valori di Bologna.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 20 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 21 marzo successivo, registro n. 10 Tesoro, foglio n. 26 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 86 del 2 aprile 1962, con il quale il dott. Gian Carlo Pallavicini e il dott. Ottone Toschi furono nominati agenti di cambio presso la Borsa valori di Bologna;

Viste le dichiarazioni rispettivamente in data 4 maggio e 27 novembre 1962, con le quali il dott. Pallavicini

e il dott. Toschi hanno rinunciato alla nomina ad agente di cambio presso la Borsa valori di Bologna;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

E' revocata la nomina ad agente di cambio presso la Borsa valori di Bologna del dott. Gian Carlo Pallavicini e del dott. Ottone Toschi, che hanno dichiarato di rinunciare alla nomina stessa.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 5 gennaio 1963

SEGNI

TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 gennaio 1963
Registro n. 4 Tesoro, foglio n. 203. — VENTURA SIGNORETTI

(867)

DECRETO MINISTERIALE 3 dicembre 1962.

Autorizzazione al comune di Canosa di Puglia a contrarre un mutuo per la costruzione di un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
E
IL MINISTRO PER IL TESORO

Viste la deliberazione della Giunta comunale n. 211 del 12 aprile 1962, e la deliberazione del Consiglio comunale n. 147 del 17 aprile 1962 del comune di Canosa di Puglia;

Vista la decisione 27 aprile 1962, n. 35543, Div 4ª, della Giunta provinciale amministrativa di Bari, con la quale si approva la deliberazione della Giunta comunale di Canosa di Puglia riguardante l'assunzione, con la Cassa depositi e prestiti, di un mutuo di 40 milioni di lire per la costruzione di un edificio da adibire a sede della Pretura;

Visti il progetto, il preventivo di spesa e gli atti allegati;

Vista la legge 15 febbraio 1957, n. 26;

Ritenuta la necessità di costruire in Canosa di Puglia un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura;

Decreta:

Art. 1.

Per eseguire la costruzione di un nuovo edificio da destinare a sede della Pretura, secondo il progetto presentato e approvato, a firma dell'ing. Rizzi Francesco, il comune di Canosa di Puglia è autorizzato a contrarre con la Cassa depositi e prestiti, un mutuo di L. 40.000.000 (quarantamilioni), con l'osservanza delle norme di cui agli ultimi tre commi dell'art. 11 della legge 3 agosto 1949, n. 589.

Art. 2.

Allo stesso scopo e per l'ammortamento dello stesso mutuo è concesso al comune di Canosa di Puglia un contributo straordinario, da prelevarsi sulla somma annua stanziata nel bilancio del Ministero di grazia e giustizia, a termini dell'art. 2 della legge 15 febbraio 1957, n. 26, nella misura di L. 4.390.000 (quattromilionitrecentonovantamila) annue e per la durata di anni dieci con decorrenza dall'esercizio finanziario 1962-1963.

Art. 3.

Previa presentazione di regolare atto di mutuo, il Ministero di grazia e giustizia corrisponderà per tutta la durata dell'ammortamento, direttamente e irrevocabilmente alla Cassa depositi e prestiti, per conto del comune di Canosa di Puglia, il contributo straordinario dello Stato indicato nel precedente art. 2.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 3 dicembre 1962

Il Ministro per la grazia e giustizia
BOSCO

Il Ministro per l'interno
TAVIANI

Il Ministro per il tesoro
TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 gennaio 1963
Registro n. 19 Grazia e giustizia, foglio n. 38. — GALLUCCI

(742)

DECRETO MINISTERIALE 28 gennaio 1963.

Liquidazione coatta amministrativa della Società cooperativa « Nuova cantina sociale moscato di Canelli », con sede in Canelli (Asti), e nomina del commissario liquidatore.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Considerato che con sentenza in data 13 novembre 1962, il Tribunale di Asti ha dichiarato lo stato d'insolvenza della Società cooperativa « Nuova cantina sociale moscato di Canelli », con sede in Canelli (Asti),

Ritenuta la necessità di assoggettare la Cooperativa predetta alla procedura della liquidazione coatta amministrativa;

Visti gli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Decreta:

La Società cooperativa « Nuova cantina sociale moscato di Canelli », con sede in Canelli (Asti), costituita per rogito Parone del 1° settembre 1953, rep. 1058-471, è messa in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi e per gli effetti di cui agli articoli 2540 del Codice civile e 194 e seguenti del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267

Il dott. Scialuga Mario è nominato commissario liquidatore della Cooperativa stessa, con gli obblighi e le responsabilità di legge.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 gennaio 1963

Il Ministro: BERTINELLI

(868)

DECRETO MINISTERIALE 1° febbraio 1963.

Approvazione di due tariffe di assicurazione sulla vita, presentate dalla Società « Assicurazioni generali », con sede in Roma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società « Assicurazioni generali » con sede in Roma, intesa ad ottenere l'approvazione di alcune tariffe di assicurazione sulla vita;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo debitamente autenticato, le seguenti tariffe di assicurazione sulla vita presentate dalla Società « Assicurazioni generali », con sede in Roma:

Tariffa 8 - *A*, relativa all'assicurazione, a premio unico, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita, se l'assicurato sarà allora in vita;

Tariffa 8 - *B*, relativa all'assicurazione, a premio annuo, di un capitale pagabile ad un'epoca prestabilita, se l'assicurato sarà allora in vita.

Roma, addì 1° febbraio 1963

p. *Il Ministro*: GASPARI

(698)

DECRETO MINISTERIALE 4 febbraio 1963.

Approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Società « Assicurazioni Generali », con sede in Roma.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il testo unico delle leggi sull'esercizio delle assicurazioni private approvato con decreto del Presidente della Repubblica del 13 febbraio 1959, n. 449;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della Società « Assicurazioni Generali », con sede in Roma, intesa ad ottenere l'approvazione di una tariffa di assicurazione sulla vita in sostituzione della analoga attualmente in vigore;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

E' approvata, secondo il testo debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita, presentata dalla Società « Assicurazioni Generali », con sede in Roma, in sostituzione dell'analoga attualmente in vigore:

Tariffa 14 - relativa all'assicurazione, a premio annuo, di annualità temporanee certe pagabili in caso di morte dell'assicurato entro un determinato periodo di tempo e sino al termine del periodo stesso.

Roma, addì 4 febbraio 1963

p. *Il Ministro*: GASPARI

(841)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

COMUNITÀ EUROPEE

Bando di gara n. 261, relativo alla pre-selezione imprese per costruzione primo tronco ferrovia transcamerunese da Yaoundé a Goyoum.

« La Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 18 del 1° febbraio 1963 il bando di gara n. 261, relativo alla costruzione del primo tronco della Ferrovia transcamerunese da Yaoundé a Goyoum (km. 334). Luogo di esecuzione stale 625 - Yaoundé (Repubblica federale del Camerun).

Comunità Economica Europea - Fondo europeo di sviluppo 15 marzo 1963 agli indirizzi:

Office du chemin de fer transcamerounais - Boite postale 625 - Yaoundé (Repubblica federale del Camerun).

Comunità Economica Europea - Fondo europeo di sviluppo - Direzione finanziaria e tecnica - 56, rue du Marais - Bruxelles, 1 (Belgio).

The Office of Capital Development and Finance - Bureau of Africa and Europe - Agency for International Development - Washington (DC) (U.S.A.).

(911)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Zoologia » presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Perugia.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Perugia, è vacante la catedra di « Zoologia », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(966)

Vacanza della seconda cattedra di « Chimica farmaceutica e tossicologica » presso la Facoltà di farmacia della Università di Roma.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di farmacia della Università di Roma, è vacante la seconda cattedra di « Chimica farmaceutica e tossicologica » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1002)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato dell'ex alveo del torrente San Francesco, in comune di Avellino

Con decreto 24 gennaio 1963, n. 65/1 del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato dell'ex alveo del torrente San Francesco, in comune di Avellino, di complessivi mq. 487 ed indicato, in tinta bleu, nella planimetria datata 10 novembre 1962, in scala 1:1000, rilasciata il 3 ottobre 1962 dall'Ufficio tecnico erariale di Avellino, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(704)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Sclassificazione ed alienazione di suoli tratturali in comune di Castiglione a Casauria

Con decreto ministeriale in data 7 gennaio 1963, numero 31966/9145, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione e l'alienazione a Del Rossi Carmine, nato a Pescosansonesco il 27 settembre 1928, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », in Castiglione a Casauria e Tocco a Casauria, estese complessivamente mq. 500 riportate in catasto alle particelle numeri 46 parte e 1-*p* del foglio di mappa n. 9 del comune di Castiglione a Casauria, e nella planimetria tratturale con i numeri 74 e 73.

Con decreto ministeriale in data 19 gennaio 1963, numero 37628/9375, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per l'alienazione a Martino Antonia, nata in Castiglione a Casauria il 22 gennaio 1912, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », in Castiglione a Casauria e Tocco a Casauria, estese complessivamente mq. 1.000 riportate in catasto alle particelle numeri 56, 54, 58-*z*, 58-*q* e 58-*r* del foglio di mappa numero 6 del comune di Castiglione a Casauria nonchè nella planimetria tratturale con i numeri 170, 172, 167, 168 e 169.

Con decreto ministeriale in data 19 gennaio 1963, numero 30132/8614, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione per l'alienazione a Iacuone Nazzareno, nato in Tocco a Casauria il 19 novembre 1905, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », in Castiglione a Casauria e Tocco a Casauria, estese complessivamente mq. 754 riportate in catasto alle particelle numeri 584 parte, 583 parte, 574-*f*, 557-*b* e parte delle strade e 574-*e* del foglio di mappa n. 8 del comune di Castiglione a Casauria e nella planimetria tratturale con i numeri 472, 474, 473-*a* e 471-*a*.

Con decreto ministeriale in data 24 novembre 1962, numero 30130/8616, è stata disposta, a' sensi dei regi decreti 29 dicembre 1927, n. 2801 e 16 luglio 1936, n. 1706, la sclassificazione e l'alienazione a Volpe Ada-Maria, nata in Castiglione a Casauria il 18 febbraio 1904 e Volpe Domenico, nato in Castiglione a Casauria il 3 aprile 1902, delle zone demaniali facenti parte del tratturo « Centurelle-Montesecco », in Castiglione a Casauria e Tocco a Casauria, estese complessivamente mq. 2.055 riportate in catasto alle particelle numeri 83 parte, 497 parte, 599 e 574-*o* del foglio di mappa n. 8 del comune di Castiglione a Casauria e nella planimetria tratturale con i numeri 452, 490, 453 e 489.

(848)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 35

Corso dei cambi del 19 febbraio 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	621,07	621,09	621,085	621,06	621,05	621 —	621,07	621 —	621,09	621,07
$ Can.	575,74	576,50	575,75	576,20	575 —	575,75	576,25	576 —	575,80	576,25
Fr. Sv	143,64	143,68	143,67	143,67	143,60	143,65	143,6775	143,60	143,63	143,67
Kr. D.	86,90	89,92	89,94	89,92	89,85	89,91	89,915	89,90	89,91	89,90
Kr. N.	82,91	86,94	86,93	86,93	86,98	86,92	86,92	86,90	86,94	86,95
Kr. Sv.	119,83	119,81	119,80	119,8350	119,75	119,83	119,8025	119,75	119,83	119,80
Fol.	172,50	172,46	172,45	172,44	172,45	172,52	172,45	172,50	172,50	172,50
Fr. B.	12,47	12,464	12,4725	12,4650	12,4675	12,47	12,466	12,45	12,47	12,475
Franco francese	126,75	126,75	126,735	126,75	126,78	126,75	126,75	126,75	126,76	126,75
Lst.	1740,36	1741,05	1741,10	1741,075	1740,90	1740,70	1740,90	1740,70	1740,95	1741 —
Din. occ.	155,21	155,19	155,18	155,20	155,15	155,22	155,20	155,15	155,20	155,20
Scell. Austr.	24,04	24,04	24,04	24,05	24 —	24,04	24,0455	24,04	24,04	24,05
Escudo Port.	21,70	21,71	21,73	21,71	21,70	21,70	21,70	21,70	21,71	21,71

Media dei titoli del 19 febbraio 1963

Titolo	Media
Rendita 5 % 1935	117,10
Redimibile 3,50 % 1934	93,375
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89,10
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,80
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,90
Id. 5 % (Città di Trieste)	100 —
Id. 5 % (Beni Esteri)	100,025
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,725
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	102,175
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	103,20
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,425
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,55
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	104,475
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	104,675
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,675

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 19 febbraio 1963

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	621,065
1 Dollaro canadese	576,225
1 Franco svizzero	143,674
1 Corona danese	89,917
1 Corona norvegese	86,925
1 Corona svedese	119,819
1 Fiorino olandese	172,445
1 Franco belga	12,465
1 Franco francese	126,75
1 Lira sterlina	1740,987
1 Marco germanico	155,20
1 Scellino austriaco	24,048
1 Escudo Port.	21,705

MINISTERO DEL TESORO

Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione

2° semestre 1962 valevole pel 1° semestre 1963

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	DETRATTO IL DECIMO	
				Con cedola	Senza cedola
	Titoli di Stato				
1	Rendita 5 % (1935)	107,00	104,50	96,30	94,05
2	Redimibile 3,50 % (1934)	95,95	94,20	86,36	84,78
3	» 3,50 % (Ricostruzione)	88,20	86,45	79,38	77,81
4	» 5 % (Ricostruzione)	99,30	96,80	89,37	87,12
5	» 5 % (Riforma Fondiaria)	97,45	94,95	87,71	85,46
6	» 5 % (Prestito Nazionale Trieste)	98,80	96,30	88,92	86,67
7	» 5 % (Beni Esteri 1954-1979)	97,00	94,50	87,30	85,05
8	Buoni del Tesoro Novennali 5 % scadenza 1° aprile 1964	103,65	101,15	93,29	91,04
9	» » » 5 % » 1° aprile 1965	103,90	101,40	93,51	91,26
10	» » » 5 % » 1° aprile 1966	104,25	101,75	93,83	91,58
11	» » Settennali 5 % » 1° ottobre 1966	104,00	101,50	93,60	91,35
12	» » Novennali 5 % » 1° gennaio 1968	104,30	101,80	93,87	91,62
13	» » » 5 % » 1° aprile 1969	104,40	101,90	93,96	91,71
14	» » » 5 % » 1° gennaio 1970	104,90	102,40	94,41	92,16
15	» » » 5 % » 1° gennaio 1971	104,80	102,30	94,32	92,07
	Titoli garantiti dallo Stato				
16	Obbligazioni Ferroviarie Sarde 3 %	61,10	59,35	54,99	53,42
17	Credito Comunale e Provinciale 3,75 % ex Roma (speciali)	80,37	79,00	72,97	71,10
18	Prestito Unificato Città di Napoli 5 %	72,50	70,00	65,25	63,00
19	I. R. I. 5,50 % (1952-1967)	101,75	99,00	91,53	89,10
20	I. R. I. SIDER 5,50 % (1953-1973)	101,25	98,50	91,13	88,65
21	Istituto di Credito Fondiario Venezie 4 % – Conversione	90,00	88,00	81,20	79,20
22	» » » Regione Tridentina 4 % - Conversione	98,00	96,00	88,40	86,40
23	Credito Fondiario Sardo - Roma 4 % - Conversione	93,00	91,00	83,90	81,90
24	» » Banco di Napoli 4 % – Conversione	97,00	95,00	87,30	85,50
25	Casse di Risparmio delle Prov. Lombarde-Milano 4 % - Conversione	102,00	100,00	92,00	90,00
26	» » di Bologna 4 % – Conversione	95,50	93,50	85,95	84,15
27	Monte dei Paschi di Siena 4 % »	99,50	97,50	89,75	87,75
28	Istituto Bancario S. Paolo-Torino 4 % »	97,30	95,30	87,57	85,77
29	Consorzio Naz. Credito Agrario Miglioramento 4 % – Conversione	92,80	90,80	83,52	81,72
30	Banca Nazionale del Lavoro 4 % – Conversione	93,50	91,50	84,15	82,35
31	Città di Genova 5,50 %	101,55	98,80	91,40	88,92
32	Consorzio Naz. Credito Agrario Miglioramento – Credito Fondiario – S. Speciale 58 E. 5 %	95,20	92,70	85,68	83,43
	Obbligazioni bancarie internazionali				
33	B. I. R. S. Banca Internazionale Ricostruzione Sviluppo 5 %	99,25	96,75	89,33	87,08
	Titoli assimilati ai garantiti dallo Stato				
34	Consorzio di Credito OO. PP. 5 %	95,50	93,00	85,95	83,70
35	» » » 5,50 % Serie Spec. R.E. (1948-1968)	100,95	98,20	90,86	88,38
36	» » » 6 % » trentennale	103,80	100,80	93,42	90,72
37	» » » 4,50 % Elettrific. FF.SS. (III emiss.)	99,55	97,30	89,60	87,57
38	» » » 5 % » » (IV emiss.)	101,00	98,50	90,90	88,65
39	» » » 5,50 % FF.SS. (Serie speciale 1952)	100,95	98,20	90,86	88,38

Segue **Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione**
2° semestre 1962 valevole pel 1° semestre 1963

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	DETRATTO IL DECIMO	
				Con cedola	Senza cedola
40	Consorzio di Credito OO.PP. 5,50 % FF. SS. (Serie speciale 1953)	100,95	98,20	90,86	88,38
41	» » » 5,50 % » (Serie speciale 1955)	100,90	98,15	90,81	88,34
42	» » » 5,50 % Serie speciale trentennale	101,65	98,90	91,49	89,01
43	» » » 5 % Serie Città di Roma	97,10	94,60	87,39	85,14
44	» » » 5 % » » » Milano (I)	100,50	98,00	90,45	88,20
45	» » » 5 % » » » » (II)	98,50	96,00	88,65	86,40
46	» » » 5 % Serie Speciale 1960	96,20	93,70	86,58	84,33
47	» » » 5,50 % FF.SS. (1959)	100,55	97,80	90,50	88,02
48	» » » 5 % » (1961-1982)	96,10	93,60	86,49	84,24
49	I. R. I. 6 % (1954-1969)	103,70	100,70	93,33	90,63
50	» 6 % (1956-1974)	103,45	100,45	93,11	90,41
51	» 6 % (1957-1975)	103,45	100,45	93,11	90,41
52	» 6 % (1955-56-57) ventennali	103,45	100,45	93,11	90,41
53	» 6 % (1958-1978)	103,45	100,45	93,11	90,41
54	» 6 % (1958-1974)	103,35	100,35	93,02	90,32
55	» 5,50 % (1959-1979)	99,65	96,90	89,69	87,21
56	» 6 % STET (1958-1970)	114,00	111,00	102,60	99,90
57	» 6 % » (1958-1970) optate	103,10	100,10	92,79	90,09
58	» 5,50 % (1960-1980)	99,55	96,80	89,60	87,12
59	» 5,50 % (1957-1977)	118,15	115,40	106,34	103,86
60	» 5,50 % (1957-1987) optate	98,85	96,10	88,97	86,49
61	» 5,50 % (1961-1986)	98,95	96,20	89,06	86,58
62	E. N. I. (Ente Nazionale Idrocarburi) 6 % serie speciale 1958-1978	103,00	100,00	92,70	90,00
63	» » » » 5,50 % Gela (1960)	97,75	95,00	87,98	85,50
64	» » » 6 % (1956-71)	103,50	100,50	93,15	90,45
65	» » » 6 % Petrolio (1957-72)	103,00	100,00	92,70	90,00
66	» » » 6 % » (1958-73)	103,00	100,00	92,70	90,00
67	» » » SUD 6 % (1959-76)	103,00	100,00	92,70	90,00
68	» » » » SUD 5,50 % (1960)	99,35	95,60	89,42	86,04
69	» » » » SUD 5,50 % (1961)	96,70	93,95	87,03	84,56
70	» » » » SUD (IV serie) 5,50 %	96,75	94,00	87,08	84,60
71	» » » » SUD (V serie) 5,50 %	96,85	94,10	87,17	84,69
72	Credito Comunale e Provinciale 3,75 % (ordinaria) ex Roma	88,37	86,50	79,72	77,85
73	» » » ex Genova 3,75 %	84,87	83,00	76,57	74,70
74	Piano per lo Sviluppo dell'Agricoltura 5 % (1961-1981 I emissione)	96,80	94,30	87,12	84,87
75	» » » » » 5 % (1962-1982 II »)	97,00	94,50	87,30	85,05
	Obbligazioni fondiarie e equiparate				
76	ISVEIMER 6 % (1958-1968)	103,30	100,30	92,97	90,27
77	» 5,50 % (1961-1975)	98,75	96,00	88,88	86,40
78	» 5,50 % (1962-1976)	99,00	96,25	89,10	86,63
79	» 5,50 % (1956-1966)	101,15	98,40	91,04	88,56
80	» 5,50 % (1962-1977)	98,75	96,00	88,88	86,40
81	Istituto Italiano Credito Fondiario 5 % IX serie	100,50	98,00	90,45	88,20
82	» » » » 5 % XIII serie	100,00	97,50	90,00	87,75
83	» » » » 4 %	91,10	89,10	81,99	80,19
84	» » » » 5 % XIV serie	100,50	98,00	90,45	88,20
85	» » » » 3,50 %	89,25	87,50	80,33	78,75
86	» » » » 4,75 %	100,57	98,20	90,75	88,38
87	» » » » 5 %	96,80	94,30	87,12	84,87
88	» » » » 5 % XI serie	99,70	97,20	89,73	87,48
89	» » » » 5 % XVI serie	99,70	97,20	89,73	87,48
90	» » » » 5 % XIX serie	97,50	95,00	87,75	85,50
91	» » » » 5 % XX serie	98,50	96,00	88,65	86,40

Segue **Prospetto del corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione**
2° semestre 1962 valevole pel 1° semestre 1963

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	DETRATTO IL DECIMO	
				Con cedola	Senza cedola
92	Istituto Italiano Credito Fondiario 5 % XXI serie	98,60	96,10	88,74	86.49
93	» » » » 5 % XXII serie	98,70	96,20	88,83	86,58
94	Istituto di Credito Fondiario Venezie 4 % .	88,70	86,70	80,03	78,03
95	» » » » 5 % .	99,50	97,00	89,80	87,30
96	» » » » O.P. s.o. 5 %	99,50	97,00	89,80	87,30
97	Opere Pubbliche Fondiarie delle Venezie 6 % serie ordinaria II .	103,50	100,50	93,15	90,45
98	» » » » » 6 % » » III	103,50	100,50	93,15	90,45
99	» » » » » 6 % » speciale VI	103,50	100,50	93,15	90,45
100	» » » » » 6 % » ordin. XVIII .	107,50	103,50	97,15	93,15
101	» » » » » 6 % » speciale VII	103,50	100,50	93,15	90,45
102	» » » » » 6 % » » VIII .	105,30	102,30	94,77	92,07
103	» » » » » 6 % » » IX	105,30	102,30	94,77	92,07
104	» » » » 6 % » ordinaria IX .	105,30	102,30	94,77	92,07
105	» » » » » 6 % I emis. serie speciale	103,50	100,50	93,15	90,45
106	Istituto di Credito Fondiario Regione Tridentina 5 % .	95,60	93,10	86,04	83,79
107	» » » » » » 4 % .	90,50	88,50	81,45	79,65
108	Cassa di Risparmio di Gorizia 5 %	99,00	96,50	89,10	86,85
109	» » » 5 % - 2ª serie	98,00	95,50	88,20	85,95
110	Istituto di Credito Fondiario Friuli Orientale Gorizia 4 %	98,50	96,50	88,65	86,85
111	Credito Fondiario Sardo-Roma 4 %	93,50	91,50	84,35	82,35
112	» » » 5 %	97,50	95,00	87,75	85,50
113	» » Banco di Sicilia 5 % . .	97,60	95,10	87,84	85,59
114	» » » » 4 % .	90,00	88,00	81,20	79,20
115	» » Sardo - OO.PP. 5 %	97,10	94,60	87,39	85,14
116	Credito Industriale Banco di Sicilia 5 %	102,00	99,50	92,05	89,55
117	Industrializzazione della Sicilia 5 % (IRFIS)	100,40	97,90	90,36	88,11
118	Credito Fondiario Banco di Sicilia OO.PP. 5 % .	99,50	97,00	89,55	87,30
119	» » Banco di Napoli 5 %	98,50	96,00	88,65	86,40
120	» » » » » 4 %	93,50	91,50	84,15	82,35
121	Banco di Napoli - Credito Industriale 5 % - 2ª Serie	102,40	99,90	92,41	89,91
122	» » » » 5 % - 3ª »	102,40	99,90	92,41	89,91
123	Casse di Risparmio delle Prov. Lombarde-Milano 4 %	88,25	86,25	79,73	77.63
124	» » » » » 3,50 % .	83,75	82,00	75,55	73,80
125	» » » » » 5 %	99,20	96,70	89,28	87,03
126	» » » » » 5 % Opere Pub.	100,00	97,50	90,00	87,75
127	» » di Bologna 5 %	99,00	96,50	89,10	86,85
128	» » » 4 %	90,00	88,00	81,00	79,20
129	» » » 3,50 % .	88,25	86,50	79,60	77,85
130	» » » 5 % - OO.PP. .	99,00	96,50	89.10	86,85
131	Monte dei Paschi di Siena 5 % .	98,00	95,50	88,20	85,95
132	» » » 4 %	88,10	86,10	79,29	77,49
133	» » » 3,50 %	84,45	82,70	76,18	74,43
134	» » » 5 % OO.PP.	98,20	95,70	88,38	86,13
135	Istituto Bancario S. Paolo-Torino 5 %	99,00	96,50	89,10	86,85
136	» » » » 3,50 %	93,75	92,00	84,38	82,80
137	Istituto Credito Imprese Pubblica Utilità 6 %	103,80	100,80	93,42	90,72
138	» » » » » 6% Serie spec. telefonica	101,50	98,50	91,35	88,65
139	» » » » 5,50 % Edison . . .	101,55	98,80	91,40	88,92
140	» » » » » 6 % 1956 Edison . . .	103,10	100,10	92,79	90,09
141	» » » » » 6 % (Ventennale) . . .	103,40	100,40	93,06	90,36
142	» » » » » 6 % 1951 Edison . . .	103,30	100,30	92,97	90,27
143	» » » » » 6 % 1955	103,10	100,10	92,79	90,09
144	» » » » » 6 % Serie spec. Montec.	103,30	100,30	92,97	90,27
145	» » » » » (ventenn.) 5,50 % . . .	99,25	96,50	89,33	86,85
146	Istituto Nazionale Credito Edilizio 3,50 %	95,15	93,40	85,64	84,06
147	» » » » 5 %	96,70	94,20	87,03	84,78
148	» » » » 4,75 %	94,67	92,30	85,21	83,07

Segue **Prospetto dei corso medio dei titoli che possono essere accettati per cauzione dagli agenti della riscossione**
2° semestre 1962 valevole pel 1° semestre 1963

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE DEI TITOLI	Con cedola	Senza cedola	Detratto il decimo	
				Con cedola	Senza cedola
149	Consorzio Nazionale Credito Agrario Miglioramento - Serie *A* 5% 1936	100,25	97,75	90,23	87,98
150	» » » » » Serie *B* 5% 1941	97,50	95,00	87,75	85,50
151	» » » » » Serie *C* 5% 1948	95,50	93,00	85,95	83,70
152	» » » » » Serie *D* 5% 1953	95,50	93,00	85,95	83,70
153	Istituto Mobiliare Italiano 6 % (XIV emissione Credito Navale) .	103,50	100,50	93,15	90,45
154	» » » 6 % (XII »)	103,50	100,50	93,15	90,45
155	» » » 6 % (XV » Credito Navale) .	103,50	100,50	93,15	90,45
156	» » » 6 % (XVI »)	103,50	100,50	93,15	90,45
157	» » » 6 % (XVIII »)	103,20	100,20	92,88	90,18
158	» » » 6 % (XIX » Credito Navale) .	103,30	100,30	92,97	90,27
159	» » » 6 % (XX »)	103,30	100,30	92,97	90,27
160	» » » 5 % (XXI »)	95,70	93,20	86,13	83,88
161	» » » 5 % (XXII »)	95,30	92,80	85,77	83,52
162	» » » 5 % (XXIII »)	95,30	92,80	85,77	83,52
163	Banca Nazionale del Lavoro 4 %	96,00	94,00	86,40	84,60
164	» » » 5 %	97,50	95,00	87,75	85,50
165	Riunione Adriatica di Sicurtà (RAS) 6 %	102,80	99,80	92,52	89,82
166	Istituto Credito Fondiario Regione Marchigiana 5 %	97,75	95,25	87,98	85,73
167	Cassa di Risparmio di Roma (Decennale) 5 %	98,50	96,00	88,90	84,60

(865)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento di ventitre società cooperative di varie Provincie

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 30 gennaio 1963, le seguenti Società cooperative sono sciolte ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, senza far luogo alla nomina dei liquidatori, non essendovi rapporti patrimoniali da definire:

1) Società cooperativa edilizia « Il Mio Tetto », con sede in Ancona, costituita per rogito Castellucci, in data 4 maggio 1951, rep. 6653;

2) Società cooperativa di consumo « Socialista », con sede in Ancona, costituita per rogito Bartoloni, in data 16 novembre 1944;

3) Società cooperativa editizia « Stella d'Italia », con sede in Ancona, costituita per rogito Ricci, in data 21 giugno 1954, rep. n. 27745;

4) Società cooperativa « Fra lavoratori di Borgo Milano », con sede in Brescia, costituita per rogito Zonta, in data 15 febbraio 1952, rep. 2579;

5) Società cooperativa edilizia « Vittoria », con sede in Brescia, costituita per rogito Mazzola, in data 24 ottobre 1957, rep. n. 22349;

6) Società cooperativa edilizia « Fratelli Bandiera », con sede in Cosenza, costituita per rogito Stancati, in data 23 marzo 1954, rep. 79371;

7) Società cooperativa edilizia « Del Pettoruto », con sede in San Sosti (Cosenza), costituita per rogito Campolongo, in data 29 dicembre 1949, rep. 2270;

8) Società cooperativa edilizia fra gli inquilini I.N.C.I.S. di Cuneo, con sede in Cuneo, costituita per rogito Garro, in data 10 novembre 1951, rep. 9935;

9) Società cooperativa edilizia « Case subalterni e tecnici Università degli studi », con sede in Milano, costituita per rogito Maissen in data 31 luglio 1950, rep. 66524;

10) Società cooperativa produzione e lavoro « Cooperativa posteggi Milano », con sede in Milano, costituita per rogito Nocera, in data 10 giugno 1959, rep. 41228;

11) Società cooperativa edilizia « Somma Audacia », con sede in Napoli, costituita per rogito Basile, in data 3 ottobre 1957, rep. 837;

12) Società Cooperativa di consumo « Circolo cooperativo Silvio Bignetti », con sede in Novara, costituita per rogito Corsico, in data 9 maggio 1946;

13) Società cooperativa di produzione e lavoro « Latteria sociale di Anguillara Veneta », con sede in Anguillara Veneta (Padova), costituita per rogito Todeschini, in data 21 gennaio 1949, rep. 5669;

14) Società cooperativa « Edilizia e bonifica agraria - S.C.E.B.A. », con sede in Pisa, costituita per rogito Gambini, in data 20 ottobre 1947, rep. 16780;

15) Società cooperativa di produzione e lavoro « Felice Quaglino », con sede in Roma, costituita per rogito Pomar, in data 26 novembre 1954, rep. 57532;

16) Società cooperativa di lavoro fra operai edili « La Pertinace », con sede in Roma, costituita per rogito Trapanese, in data 29 agosto 1947, rep. 38503;

17) Società cooperativa di lavoro « Cooperativa romana custodi autoveicoli », con sede in Roma, costituita per rogito Manoni, in data 24 maggio 1957, rep. 158322;

18) Società cooperativa « Volta della Torre », con sede in Pontecagnano (Salerno), costituita per rogito Carrozza, in data 5 dicembre 1955, rep. 7194;

19) Società cooperativa edilizia « Labor », con sede in Narni (Terni), costituita per rogito Buoncristiano, in data 20 settembre 1954, rep. 5710.

20) Società cooperativa agricola « Allevatori Alta Val Tagliamento », con sede in Ampezzo (Udine), costituita per rogito Bearzi, in data 15 settembre 1946, rep. 2689;

21) Società cooperativa edilizia « Nettunia », con sede in Venezia-Mestre, costituita per rogito Pellegrini, in data 28 marzo 1950, rep. 10478;

22) Società cooperativa edilizia « Serena », con sede in Venezia, costituita per rogito Michieli, in data 21 maggio 1952, rep. 1446;

23) Società cooperativa edilizia « Piemonte », con sede in Vercelli, costituita per rogito Quaglino, in data 13 novembre 1956, rep. 25817.

(869)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento al patrimonio dello Stato degli immobili costituenti la zona esterna alla recinzione della base aerea di Aviano.

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica di concerto con il Ministro per le finanze in data 16 ottobre 1962 n. 153, registrato alla Corte dei conti addì 18 dicembre 1962 al registro n. 50 Aeronautica, foglio n. 213, sono state dismesse dal pubblico Demanio aeronautico e trasferiti tra i beni patrimoniali dello Stato alcuni immobili, già espropriati dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione della zona esterna alla recinzione della base aerea di Aviano, distinti nel catasto terreni del comune di Aviano come segue:

Foglio 69 porzione delle particelle 64-65 di complessivi ha. 0.99.00;

Foglio 70 porzione delle particelle 45-47-67-68-86-87 di complessivi ha. 0.45.80;

Foglio 73 porzione della particella «A» di complessivi ha. 0.13.70;

Foglio 64 porzione delle particelle 44-157-136 di complessivi ha. 0.07.25.

(818)

CONSORZIO DI CREDITO PER LE OPERE PUBBLICHE

Avviso riguardante il sorteggio per l'assegnazione di carte ferroviarie di libera circolazione e di titoli rappresentanti obbligazioni a premi delle Serie speciali 4,50 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» - 3ª emissione e 5 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» - 4ª emissione per il rimborso.

Si notifica che il giorno 15 marzo 1963, alle ore 9, presso la sede del Consorzio di credito per le opere pubbliche, via Quintino Sella n. 2 Roma, si effettueranno le sottoindicate operazioni riguardanti le obbligazioni a premi delle Serie speciali 4,50 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» 3ª emissione e 5 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» - 4ª emissione:

a) estrazione a sorte di n. 10.000 carte ferroviarie di libera circolazione in prima classe su tutte le linee delle Ferrovie dello Stato, valide per un mese, da assegnarsi in ragione di n. 500 a ciascuna delle 20 serie di obbligazioni che compongono la Serie speciale 5 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» 4ª emissione;

b) estrazione a sorte, sulle obbligazioni a premi della Serie speciale 4,50 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» 3ª emissione, di:

n. 16.850 titoli di L. 5.000
» 3.550 » » » 12.500
» 5.425 » » » 25.000
» 13.075 » » » 50.000
» 1.350 » » » 500.000

in totale n. 40.250 titoli per il complessivo valore nominale di L. 1.593.000.000;

c) estrazione a sorte, sulle obbligazioni a premi della Serie speciale 5 % «Elettrificazione ferrovie dello Stato» - 4ª emissione di:

n. 1.600 titoli di L. 12.500
» 4.300 » » » 50.000
» 1.340 » » » 250.000
» 2.420 » » » 500.000

in totale n. 9.660 titoli per il complessivo valore nominale di L. 1.780.000.000.

Alle suddette operazioni potrà assistere il pubblico.

Con successiva notificazione verranno pubblicati i numeri delle obbligazioni premiate e dei titoli sorteggiati per il rimborso.

Roma, addì 18 febbraio 1963

Il presidente: ODORIZZI

(967)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEL TESORO

Concorso per titoli, integrato da una prova pratica, a quarantasei posti di agente tecnico in prova nel ruolo della carriera del personale ausiliario dell'Amministrazione centrale del tesoro.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;

Visto il regio decreto 23 marzo 1933, n. 185;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 363;

Vista la legge 12 agosto 1962, n. 1289;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per titoli a quarantasei posti di agente tecnico in prova nel ruolo della carriera del personale ausiliario dell'Amministrazione centrale del tesoro.

Il concorso sarà integrato da una prova pratica di scrittura sotto dettato, nonchè da una prova di idoneità tecnica.

La metà dei posti messi a concorso è riservata:

a) agli impiegati dei ruoli organici ed aggiunti delle carriere del personale ausiliario del Ministero del tesoro;

b) agli appuntati e finanzieri della Guardia di finanza con almeno cinque anni di servizio e con età non superiore ai 45 anni;

c) ai salariati che, al 1° settembre 1962, abbiano prestato, per almeno un anno, lodevole servizio presso gli Uffici della Amministrazione centrale del tesoro con compiti corrispondenti a quelli della qualifica cui aspirano;

d) al personale comunque assunto o denominato, il quale, con retribuzione su fondi stanziati nello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro, presti servizio nell'Amministrazione centrale del tesoro almeno dal 15 giugno 1962.

Art. 2.

Gli aspiranti ai posti di cui al precedente articolo 1 devono soddisfare alle seguenti condizioni:

A) aver compiuto gli studi di istruzione elementare superiore (5ª classe) ed essere in possesso almeno della patente di guida C ad uso privato;

B) aver compiuto alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande l'età di diciotto anni e non superato quella di trenta.

Il limite massimo di età è elevato:

1) di anni cinque:

a) per coloro che, essendosi trovati nelle condizioni o rivestendo le qualifiche specificate nel terzo e quarto comma dell'art. 4 del presente decreto, siano stati riconosciuti partecipanti alle operazioni della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione o tuttavia siano stati ammessi a fruire, ai sensi del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, della legge 23 febbraio 1952, n. 93, e della legge 2 aprile 1958, n. 364, dei benefici previsti a favore dei combattenti.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare, anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione della pena e coloro che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con legge 23 febbraio 1952, n. 93;

b) per i cittadini deportati dal nemico posteriormente all'8 settembre 1943;

c) per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia (limitatamente ai rimpatriati fino al 23 dicembre 1951), dalla Somalia (limitatamente ai rimpatriati fino al 31 marzo 1950); per i profughi dai territori nei quali è cessata, in seguito al trattato di pace, la sovranità dello Stato italiano e per i profughi dai territori esteri e da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

2) di nove anni per i combattenti decorati al valor militare oppure promossi per merito di guerra e per i capi di famiglia numerosa costituita da almeno sette figli viventi. Sono equiparati ai figli viventi quelli caduti in guerra;

3) *a*) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla precedente lettera *a*) si cumula con quelle di cui ai numeri precedenti, purchè complessivamente non si superino i quaranta anni;

4) a quarant'anni nei confronti di coloro che abbiano riportato sanzioni penali o di polizia per comportamento contrario al regime fascista o che siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale.

Nei riguardi dei candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso tra il 5 settembre 1938 ed il 9 agosto 1944, fermo restando il limite massimo di anni quaranta;

5) a quaranta anni per il personale licenziato dagli enti di diritto pubblico e dagli altri enti sotto qualsiasi forma costituiti, soggetti a vigilanza dello Stato o comunque interessanti la finanza statale, i quali siano stati soppressi ai sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, semprechè non siano decorsi cinque anni dalla data di cessazione del rapporto d'impiego;

6) a quarantacinque anni per i mutilati ed invalidi in dipendenza dei fatti d'arme per la difesa delle colonie dell'Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, nonchè per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, per i mutilati ed invalidi per servizio militare o civile di cui alla legge 15 luglio 1950, n. 539, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane (limitatamente agli eventi verificatisi fino al 23 dicembre 1951 per la Libia e al 31 marzo 1950 per la Somalia) o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Province di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953, e per i mutilati ed invalidi di guerra alto-atesini, di cui alla legge 3 aprile 1958, n. 467.

Non sono ammessi a fruire di tale beneficio:

a) gli invalidi ascritti alla 9ª e 10ª categoria delle pensioni di guerra di cui alla tabella A annessa al decreto legislativo 20 maggio 1947, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati nelle voci da 4 a 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª;

b) gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4), 6), 7), 8), 9), 10), 11) della tabella stessa;

c) gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4) a 10) della tabella stessa.

Si prescinde dal limite massimo di età nei confronti:

1) degli aspiranti che, alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso, già rivestano la qualifica di impiegato civile dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti o la qualifica di operaio di ruolo delle Amministrazioni dello Stato;

2) dei sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica che, in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, abbiano cessato dal servizio a domanda o anche d'autorità e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili;

3) degli aspiranti che si trovino nelle condizioni di cui all'art. 1, lettera *d*) del presente decreto;

C) essere cittadini italiani. Sono equiparati ai cittadini dello Stato, gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

D) avere il godimento dei diritti politici o non essere incorsi, qualora non abbiano raggiunto la maggiore età, in nessuna delle cause che ne impediscano il possesso;

E) avere sempre tenuto regolare condotta civile e morale;

F) essere di sana e robusta costituzione fisica ed esenti da difetti od imperfezioni che possano influire sul rendimento del servizio;

G) avere adempiuto gli obblighi imposti dalle leggi sul reclutamento militare.

Non possono essere ammessi al concorso coloro che siano stati destituiti o dispensati dall'impiego presso una pubblica Amministrazione e coloro che siano stati dichiarati decaduti da un precedente impiego per avere prodotto, al fini del conseguimento dell'impiego stesso, documenti falsi o viziati da invalidità non sanabile.

L'esclusione dal concorso, per difetto dei requisiti prescritti, è disposta con decreto ministeriale motivato.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, scritta su carta da bollo da L. 200 (vedasi schema esemplificativo allegato al presente decreto) dovrà essere presentata o dovrà pervenire direttamente alla Direzione generale degli affari generali e del personale del Ministero del tesoro entro il termine perentorio di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Gli aspiranti dovranno dichiarare nella domanda:

a) il proprio domicilio e recapito;

b) la data e il luogo di nascita. Gli aspiranti che abbiano superato i trenta anni ed abbiano diritto alla elevazione di tale limite di età perchè in possesso di uno dei titoli indicati nella lettera *B*) del precedente art. 2, sono tenuti ad indicare tale titolo;

c) di essere in possesso della cittadinanza italiana;

d) il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

e) le condanne penali eventualmente riportate (anche se sia stata concessa amnistia, condono, indulto o perdono giudiziale) e i procedimenti penali eventualmente pendenti a loro carico. I candidati, anche nel caso in cui non abbiano riportato condanne o non abbiano pendenti a loro carico procedimenti penali, sono tenuti a fornire una dichiarazione in tal senso;

f) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

g) i servizi prestati presso pubbliche Amministrazioni e le cause dell'eventuale risoluzione del relativo rapporto di impiego. I candidati, anche nel caso in cui non abbiano mai prestato servizio presso pubbliche Amministrazioni, sono tenuti a fornire una dichiarazione in tal senso.

La firma in calce alla domanda dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza degli aspiranti.

Per i dipendenti dello Stato è sufficiente, in luogo della predetta autenticazione, il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Gli aspiranti dovranno inoltre allegare alla domanda:

1) certificato, rilasciato in carta da bollo da L. 100 dalla competente autorità scolastica, attestante il compimento degli studi di istruzione elementare superiore (5ª classe);

2) certificato rilasciato in data non anteriore a quella del presente decreto, in carta da bollo da L. 100, dalla competente prefettura, comprovante il possesso della patente di abilitazione di tipo *C*) per la guida di autoveicoli;

3) tutti i documenti atti a dimostrare il possesso dei titoli di merito che il candidato intenda far valere, ai fini della formazione della graduatoria, ivi compresi quelli attestanti servizi prestati alle dipendenze dello Stato o di Enti pubblici o privati.

Art. 4.

I concorrenti che abbiano superato la prova pratica di scrittura e la prova di idoneità tecnica, dovranno presentare o far pervenire direttamente alla Direzione generale degli affari generali e del personale del Ministero del tesoro, entro il termine perentorio di venti giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, i documenti attestanti gli eventuali titoli che diano loro diritto, a norma delle vigenti disposizioni, ad avere la precedenza o la preferenza nella nomina.

A tal fine, coloro che abbiano partecipato, nei reparti, comandi, intendenze, servizi ed enti mobilitati, alle operazioni militari svoltesi nelle colonie dell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, presenteranno, in carta da bollo da L. 100, la dichiarazione integrativa prevista dalla circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale del 1937.

Coloro che siano stati riconosciuti partecipanti alle operazioni della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione (militari o militarizzati, appartenenti od assegnati alle forze armate operanti, o addetti alla bonifica dei campi minati, al rastrellamento, distruzione, disattivazione di bombe o di altri ordigni esplosivi fino alla data dell'8 maggio 1945, o che abbiano attraversato le linee nemiche dopo il 14 settembre 1943 ponendosi a disposizione di un Comando militare nazionale, o che quali prigionieri di guerra abbiano cooperato volontariamente con gli alleati, i partigiani combattenti) o che tuttavia siano stati ammessi a fruire, ai sensi del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, dei benefici previsti a favore dei combattenti (militari o militarizzati addetti alla bonifica dei campi minati, al rastrellamento, distruzione, disattivazione di bombe o di altri ordigni esplosivi successivamente alla data dell'8 maggio 1945 e fino al 24 maggio 1946, o catturati dai tedeschi o dai giapponesi, o prigionieri di guerra in mano alle Nazioni Unite), presenteranno, a seconda dell'Arma di appartenenza, su carta da bollo da L. 100, le dichiarazioni integrative o le notificazioni previste dalle circolari n. 5000, in data 1° agosto 1948, dello Stato Maggiore dell'Esercito, n. 27200/On, in data 3 luglio 1948, dello Stato Maggiore della Marina, n. 202860/Om. in data 8 luglio 1948, dello Stato Maggiore dell'Aeronautica.

I candidati alto-atesini o residenti, prima del 1° gennaio 1940, nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o nei comuni di Sant'Orsola e Luserna, i quali durante la seconda guerra mondiale hanno prestato servizio nelle forze armate tedesche o nelle formazioni armate da essi organizzate e abbiano conservato o riacquistato la cittadinanza italiana e non abbiano partecipato ad azioni, anche isolate, di terrorismo o di sevizie, presenteranno una dichiarazione rilasciata dall'autorità competente.

I decorati di medaglia al valor militare o di Croce di guerra, i feriti di guerra, i promossi di grado militare per merito di guerra e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale di merito di guerra dovranno produrre l'originale o una copia autentica del relativo brevetto o del documento di concessione.

I cittadini deportati dal nemico dimostreranno la loro qualifica mediante attestazione rilasciata in carta da bollo da L. 100 dal Prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

Coloro che abbiano riportato sanzioni penali per comportamento contrario al regime fascista presenteranno una copia della relativa sentenza e coloro che abbiano riportato sanzioni di polizia per lo stesso motivo o siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale dimostreranno tali loro qualifiche mediante attestazione rilasciata in carta da bollo da L. 100 dal prefetto della Provincia nel cui territorio hanno la loro residenza.

I candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta da bollo da L. 100 rilasciato dalla competente Comunità israelitica.

I mutilati e invalidi in dipendenza dei fatti d'arme per la difesa delle colonie dell'Africa orientale o in dipendenza della guerra 1940-45 o della lotta di liberazione o in conseguenza delle ferite o lesioni riportate in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, ovvero per i fatti di Trieste del 4, 5, 6 novembre 1953, nonchè i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra ed i mutilati ed invalidi alto-atesini o residenti anteriormente al 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio, o dei comuni di Sant'Orsola e Luserna, di cui all'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14, dovranno provare la loro qualità mediante esibizione del decreto di concessione della relativa pensione o mediante un certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro, Direzione generale delle pensioni di guerra, oppure mediante dichiarazione di invalidità rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale invalidi di guerra, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità d'invalido.

I figli dei mutilati ed invalidi della guerra 1915-18 ed i figli dei mutilati ed invalidi indicati nel precedente comma, nonchè i figli dei mutilati ed invalidi che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, dovranno dimostrare la loro qualità mediante l'anzidetto certificato Mod. 69 rilasciato a nome del loro padre, oppure mediante un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

I mutilati ed invalidi per servizio dovranno comprovare tale loro qualità mediante un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dalla competente autorità, da cui risulti che, alle dirette dipendenze dello Stato o di Enti locali territoriali ed istituzionali, hanno contratto, in servizio e per causa di servizio militare o civile, debitamente riconosciute, mutilazioni od infermità ascrivibili ad una delle categorie di cui alla tabella *A*, annessa alla legge 19 febbraio 1942, n. 137, e che è stata loro concessa la relativa pensione.

I figli dei mutilati ed invalidi per servizio produrranno un certificato analogo a quello indicato nel precedente comma, rilasciato a nome del loro padre, e i figli dei caduti per servizio comproveranno tale loro qualità mediante un certificato attestante che il loro padre è morto per causa di servizio alle dirette dipendenze dello Stato o di Enti locali territoriali ed istituzionali.

I mutilati e gli invalidi civili di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539, presenteranno un certificato rilasciato, in carta da bollo da L. 100, dal competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione attestante la loro idoneità al lavoro e l'avvenuta iscrizione nel ruolo dei mutilati ed invalidi civili aspiranti al collocamento.

Gli orfani dei caduti per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi nella difesa delle colonie dell'Africa orientale o per la guerra 1940-45 o per la lotta di liberazione o per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948 o in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane o in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato o per i fatti di Trieste del 4, 5, 6 novembre 1953, e gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra, nonchè i figli dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra, gli orfani dei caduti che appartennero alle forze armate della sedicente repubblica sociale italiana, gli orfani dei perseguitati politici antifascisti e razziali, di cui all'art. 2, terzo comma, della legge 10 marzo 1955, n. 96, e gli orfani dei caduti alto-atesini o residenti anteriormente al 1° gennaio 1940 nelle zone mistilingui di Cortina d'Ampezzo e di Tarvisio o dei comuni di Sant'Orsola e Luserna, di cui all'art. 9 della legge 5 gennaio 1955, n. 14, dovranno dimostrare la loro qualità mediante un certificato, su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra.

Le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle vedove o nubili dei caduti indicati nei due commi precedenti, nonchè le madri, le mogli e le sorelle vedove o nubili dei cittadini dichiarati irreperibili in seguito ad eventi di guerra dimostreranno la loro qualità mediante certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

I profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia e dalla Somalia, nonchè i profughi dai territori sui quali è cessata, in seguito al trattato di pace, la sovranità dello Stato italiano e i profughi dai territori esteri o da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra, i quali si trovino nelle condizioni previste dalla legge 4 marzo 1952, n. 137, dovranno dimostrare la loro qualifica mediante un'attestazione rilasciata in carta da bollo da L. 100 dal prefetto della Provincia in cui risiedono.

I coniugati con o senza prole e i vedovi con prole, produrranno uno stato di famiglia, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza. I capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dal detto documento che la famiglia è costituita da almeno sette figli viventi. Sono equiparati ai figli viventi quelli caduti in guerra.

Gli impiegati dei ruoli organici e dei ruoli aggiunti e gli operai di ruolo delle Amministrazioni dello Stato, dovranno presentare una copia dello Stato di servizio civile, con l'indicazione delle qualifiche riportate nell'ultimo triennio, rilasciata dalla competente Amministrazione centrale. Ciascun foglio di tale documento dovrà esser munito di marca da bollo da L. 200 debitamente annullata.

I dipendenti non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato ivi compresi gli operai che non abbiano ancora ottenuto l'inquadramento in ruolo, nonchè i dipendenti indicati nell'art. 1, lettera *c*) del presente decreto, presenteranno un certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dalla com-

petente Amministrazione centrale, dal quale risultino gli estremi del provvedimento di assunzione e di eventuale conferma, la data d'inizio, la durata e la natura del servizio e se questo sia stato prestato lodevolmente.

Gli appuntati e i finanzieri della Guardia di finanza di cui all'art. 1, lettera *b*) del presente decreto presenteranno una copia del foglio matricolare. Ciascun foglio di tale documento dovrà essere munito di marca da bollo da L. 200, debitamente annullata.

I documenti di cui ai precedenti quattro capoversi dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera d'invito indicata nel primo comma del presente articolo.

Art. 5.

La graduatoria dei vincitori del concorso e dei dichiarati idonei sarà approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'assunzione all'impiego.

A tal fine, i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria dovranno presentare o far pervenire direttamente alla Direzione generale degli affari generali e del personale del Ministero del tesoro, entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data in cui avranno ricevuto il relativo invito, e quelli residenti all'estero nel termine di cui sopra, prorogato di trenta giorni, i seguenti documenti:

1) estratto dell'atto di nascita, su carta da bollo da lire 100, rilasciato dall'ufficiale dello stato civile del Comune di origine se il candidato sia nato nel territorio della Repubblica ovvero, se, essendo nato all'estero, sia già avvenuta la trascrizione dell'atto di nascita nei registri di stato civile di un Comune italiano. Qualora detta trascrizione non sia stata ancora eseguita, i candidati nati all'estero portanno produrre un certificato della competente autorità consolare. La firma del funzionario che ha rilasciato il certificato deve essere legalizzata dal Ministero per gli affari esteri o dalle autorità da esso delegate.

I concorrenti che abbiano superato i trenta anni ed abbiano diritto all'elevazione di tale limite di età, perchè in possesso di uno dei titoli indicati nell'art. 2, lettera *B*), dovranno altresì presentare il relativo documento prescritto nell'art. 4, salvo che non vi abbiano già provveduto per i fini ivi considerati.

Gli ex dipendenti degli enti soppressi indicati nell'art. 2, lettera *B*), n. 5, dovranno presentare un certificato in carta da bollo da L. 100, rilasciato dall'Ufficio liquidazioni presso il Ministero del tesoro, dal quale risulti la data della cessazione del rapporto d'impiego.

I sottufficiali dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, indicati nell'art. 2, lettera *B*), ultimo comma, dovranno produrre apposita attestazione rilasciata, in carta da bollo da L. 100, dalla competente autorità militare;

2) certificato in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, dal quale risulti che il candidato è cittadino italiano.

Da tale documento dovrà altresì risultare che il candidato era in possesso del detto requisito anche alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso;

3) certificato, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza, dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici.

Da tale documento dovrà altresì risultare che il candidato era in possesso del requisito anzidetto, anche alla data di scadenza del termine per la presentazione delle domande di ammissione al concorso.

I candidati di età inferiore agli anni 21 presenteranno un certificato dal quale risulti che non sono incorsi in nessuna delle cause che, ai sensi delle disposizioni vigenti, impediscono il possesso dei diritti politici;

4) certificato generale del casellario giudiziale, in carta da bollo da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura presso il Tribunale;

5) certificato medico, in carta da bollo da L. 100, rilasciato dal medico provinciale o militare ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è fisicamente idoneo a svolgere le mansioni proprie dell'impiego cui aspira e che ha eseguito gli accertamenti sierologici del sangue ai sensi dell'art. 7 della legge 25 luglio 1956, n. 837.

Nel caso che l'aspirante abbia qualche imperfezione, il certificato medico dovrà contenere una esatta descrizione della medesima, nonchè la dichiarazione che essa non è tale da menomare l'attitudine dell'aspirante stesso all'impiego e il normale e regolare rendimento di lavoro.

Il certificato medico che presenteranno i candidati mutilati o invalidi di guerra ed assimiliati nonchè quello che presenteranno i mutilati e invalidi civili dovrà contenere una esatta descrizione della natura e del grado di invalidità, la dichiarazione che l'aspirante non può riuscire di pregiudizio alla salute e alla incolumità dei compagni di lavoro e alla sicurezza degli impianti e che le sue condizioni fisiche lo rendono idoneo a svolgere le mansioni dell'impiego per il quale concorre.

L'Amministrazione potrà far sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia;

6) copia aggiornata del foglio matricolare militare (salvo che non sia stata presentata per i fini indicati nell'art. 4). Ciascun foglio di tali documenti dovrà essere munito di marca da bollo da L. 200, debitamente annullata.

Sono tenuti a presentare copia del foglio matricolare anche i militari in congedo illimitato provvisorio (arruolati dagli organi di leva e tuttora in attesta della chiamata alle armi della propria classe oppure appartenenti a classi già chiamate alle armi, ma non ancora incorporati perchè ammessi ai benefici del ritardo o del rinvio previsti dalle vigenti disposizioni), nonchè i riformati in rassegna (dopo l'arruolamento, in sede di selezione attitudinale o durante la prestazione del servizio alle armi).

Coloro che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal competente Consiglio di leva presenteranno un certificato di esito di leva rilasciato in carta da bollo da L. 100 dal sindaco del Comune di origine o di residenza e vistato dal commissario di leva. Per gli appartenenti alla leva di mare, il certificato di esito di leva dovrà essere rilasciato dalla competente capitaneria di porto.

Coloro che non siano stati ancora sottoposti alla visita di leva produrranno un certificato di iscrizione nelle liste di leva rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza in carta da bollo da L. 100.

Gli impiegati dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti e gli operai di ruolo delle Amministrazioni dello Stato potranno limitarsi a produrre i documenti di cui ai numeri 5 e 6 del presente articolo e la copia integrale dello stato di servizio civile prevista dall'art. 4, salvo che non la abbiano già presentata per gli altri fini previsti dal presente decreto.

I concorrenti che si trovino alle armi per servizio di leva od in carriera continuativa e quelli in servizio di polizia quali appartenenti al Corpo guardie di pubblica sicurezza potranno limitarsi a presentare i documenti di cui ai numeri 1), 4, 6) del presente articolo e un certificato rilasciato in carta da bollo da L. 100 del comandante del Corpo al quale appartengono, comprovante la loro buona condotta e la loro idoneità fisica all'impiego al quale aspirano.

I documenti di cui ai numeri 2), 3), 4), 5) del presente articolo dovranno essere rilasciati in data non anteriore a tre mesi da quella della lettera d'invito indicata nel secondo comma del presente articolo.

Art. 6.

Le domande e i documenti che saranno presentati o perverranno alla Direzione generale degli affari generali e del personale dopo i termini rispettivamente stabiliti negli articoli 3, 4 e 5 saranno considerati privi di efficacia ai fini del presente concorso anche se siano stati spediti per posta o con qualsiasi altro mezzo entro i termini medesimi.

Art. 7.

I candidati indigenti hanno facoltà di produrre in carta libera i documenti di cui all'art. 27 della Tabella *B* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, purchè esibiscano un certificato del sindaco o della autorità di pubblica sicurezza comprovante esplicitamente la loro iscrizione nell'elenco dei poveri e purchè dagli atti prodotti in esenzione del bollo risultino indicati gli estremi dello attestato comprovante la condizione di indigenza.

Ogni altro documento è soggetto a tassa di bollo.

Art. 8.

Non si ammettono riferimenti a documenti presentati per partecipare ad altri concorsi indetti dal Ministero del tesoro o da altri Ministeri.

E' fatta salva, a favore dei profughi dai territori di confine, la facoltà di fare riferimento a documenti già presentati ad altri Uffici pubblici o ad atti ivi esistenti, dai quali risultino le posizioni giuridiche e le posizioni di fatto da comprovare. In tal caso però dovranno essere prodotte, con l'osservanza dei termini previsti nei precedenti articoli 4 e 5, copie autentiche dei detti documenti ed atti rilasciate dai menzionati uffici.

I profughi anzidetti hanno altresì facoltà di avvalersi di documenti diversi da quelli richiesti nel presente decreto, semprechè questi siano riconosciuti idonei dall'Amministrazione.

Art. 9.

Tanto la prova pratica di scrittura quanto quella di idoneità tecnica avranno luogo a Roma. I candidati avranno comunicazione nel termine prescritto del giorno e dell'ora in cui dette prove saranno tenute.

La Commissione giudicatrice sarà nominata con successivo decreto ministeriale.

Art. 10.

Allorchè si presenteranno per sostenere le prove di cui allo articolo precedente i candidati dovranno essere muniti, ai fini dell'accertamento della loro identità personale, di una propria fotografia recente, firmata, con autenticazione da parte del sindaco o da parte di un notaio. In luogo della fotografia potranno esibire il libretto ferroviario, se appartengano al personale dei ruoli organici o dei ruoli aggiunti o non di ruolo delle Amministrazioni dello Stato, oppure il porto d'armi o la patente automobilistica, il passaporto, la tessera postale o la carta di identità.

Art. 11.

La prova pratica di scrittura e quella di idoneità tecnica non si intenderanno superate se il candidato non avrà riportato in ciascuna di esse almeno la votazione di 6/10.

L'attribuzione del punteggio relativo ai titoli, che non potrà comunque essere superiore a cinque decimi, sarà effettuata dalla Commissione esaminatrice prima delle prove di cui al precedente comma, in base ai criteri che verranno da essa preventivamente determinati.

La votazione complessiva sarà stabilita sommando i punti conseguiti nella valutazione dei titoli, quelli riportati nella prova pratica di scrittura e i punti ottenuti nella prova di idoneità tecnica.

La graduatoria dei vincitori sarà formata con l'osservanza delle disposizioni in vigore che prevedono riserve di posti.

A parità di merito si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei saranno pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero del tesoro. Di tale pubblicazione è data notizia mediante avviso inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica. Dalla data della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 12.

I vincitori del concorso saranno assunti in prova e, dopo un periodo non inferiore a sei mesi, conseguiranno, previo giudizio favorevole del Consiglio di amministrazione, la nomina ad agente tecnico nel ruolo della carriera ausiliaria dell'Amministrazione centrale del tesoro.

Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova è prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto di impiego con decreto ministeriale motivato. In tal caso sarà liquidata una indennità pari a due mensilità del trattamento relativo al periodo di prova.

Sono esonerati dal periodo di prova i vincitori del concorso che si trovino nelle condizioni previste dall'art. 10, penultimo comma, del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 13.

Ai vincitori del concorso, ammessi all'impiego, spetta, durante il periodo di prova, il trattamento economico della qualifica iniziale, ai sensi dell'art. 33 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Ai vincitori del concorso, i quali provengano dalla stessa o da diversa Amministrazione e che rivestano una qualifica con stipendio superiore a quello spettante nella nuova qualifica, compete il trattamento economico di cui all'art. 202 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

A coloro tra i vincitori stessi che provengano dal personale non di ruolo viene mantenuto il trattamento di cui all'art. 11 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 aprile 1947, n. 207.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 dicembre 1962

Il Ministro: TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 gennaio 1963
Registro n. 3 Tesoro, foglio n. 106

ALLEGATO 1

Schema esemplificativo della domanda da inviarsi su carta da bollo da L. 200 alla:

Ministero del tesoro - Direzione generale degli affari generali e del personale -
Via XX Settembre. — ROMA

Il sottoscritto . . . . nato a . . . . il (1) . . . . residente in . . . . via . . . . n. . . . chiede di essere ammesso al concorso a quarantasei posti di agente tecnico in prova nel ruolo della carriera del personale ausiliario dell'Amministrazione centrale del tesoro.

All'uopo dichiara di essere cittadino italiano, di essere iscritto nelle liste elettorali del Comune di . . . . (2) di non aver riportato condanne penali e di non aver procedimenti penali pendenti a proprio carico (3), di essere in possesso del certificato di licenza di istruzione elementare superiore (5ª elementare) conseguito presso . . . . in data . . . . e, per quanto riguarda gli obblighi militari, di . . . . (4).

Il sottoscritto dichiara di prestare servizio alle dipendenze dell'Amministrazione dello Stato, presso . . . . in qualità di . . . . dal . . . . (5).

Oppure:

Il sottoscritto dichiara di non aver mai prestato servizio presso l'Amministrazione dello Stato.

Allega i seguenti documenti:

. . . .
. . . .

. . . . , li . . . .

Firma . . . .

Indirizzo presso cui desidera siano inviate eventuali comunicazioni . . . .

Visto per l'autenticità della firma . . . . (6).

---

(1) Per godere dell'eventuale elevazione del limite massimo di età indicare se:

coniugato senza prole oppure con prole e con quanti figli viventi; combattente od assimilato; militarizzato od assimilato; partigiano combattente; deportato dal nemico; profugo dalle ex colonie italiane, dai territori su cui è cessata la sovranità dello Stato italiano, dai territori esteri e da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra; decorato al valor militare o promosso per merito di guerra; capo di famiglia numerosa; mutilato od invalido militare o civile di guerra; mutilato od invalido di altre categorie assimilate ai mutilati ed invalidi di guerra; mutilato od invalido per servizio militare o civile; mutilato od invalido civile di cui alla legge 5 ottobre 1962, n. 1539; perseguitato, deportato od internato per motivi politici o razziali; dipendente enti soppressi ai sensi della legge 4 settembre 1956, n. 1404; colpito da leggi razziali; sottufficiale delle forze armate, cessato dal servizio a domanda o di autorità e non reimpiegato come civile; dipendente civile di ruolo o di ruolo aggiunto delle Amministrazioni statali; appartenente ad una delle categorie di personale indicate nelle lettere *b*), *c*) e *d*) dell'art. 1 del bando di concorso.

(2) In caso di non iscrizione o di cancellazione dalle liste elettorali indicarne i motivi.

(3) In caso contrario, indicare le condanne riportate, la data della sentenza e l'autorità giudiziaria che l'ha emessa, oppure i procedimenti penali pendenti a proprio carico e l'autorità giudiziaria presso cui si trovano.

(4) Di aver prestato servizio militare, ovvero di non aver prestato servizio militare perchè non ancora sottoposto al giudizio del Consiglio di leva, ovvero perchè, pur dichiarato « abile arruolato », gode di congedo o di rinvio in qualità di
ovvero perchè riformato o rivedibile indicandone i motivi.

(5) Nel caso di avvenuta cessazione del rapporto d'impiego, indicarne le cause.

(6) La firma dell'aspirante, apposta in calce alla domanda, dovrà essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo in cui l'aspirante stesso risiede; per i dipendenti statali è *sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale* prestano servizio.

(827)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI SASSARI

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Sassari

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 294/MP. del 31 gennaio 1962, con il quale veniva bandito un pubblico concorso per titoli ed esami a sette posti di medico condotto, vacanti in provincia di Sassari, alla data del 30 novembre 1961;

Visto il proprio decreto n. 4609, del 5 ottobre 1962, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso;

Visti i verbali della Commissione anzidetta, nonchè la graduatoria di merito formulata dalla Commissione stessa;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, numero 1265, ed il regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria dei concorrenti che hanno conseguito la idoneità nel concorso di cui alle premesse:

1. Cossu Giov. Antonio	punti	49,189	su 100
2. Pinna Antonio	»	48,746	»
3. Selva Giorgio	»	48,315	»
4. Molicotti Marco	»	47,720	»
5. Pala Gavino	»	47,206	»
6. Lintas Nicoletta	»	46,411	»
7. Merella Flavio	»	46,266	»
8. Sini Antonio	»	45,965	»
9. Satta Silvio	»	45,395	»
10. Fulio Paolo	»	45,336	»
11. Deplano Piero	»	45,209	»
12. Sechi Pietro	»	45,115	»
13. Manchinu Gavino	»	44,872	»
14. Patteri Salvatore	»	44,254	»
15. Moro Pietro	»	43,860	»
16. Santona Roberto	»	43,786	»
17. Bacchi Cristoforo	»	43,677	»
18. Pintus Paolino	punti	43,451	su 100
19. Mossa Giovanni	»	43,359	»
20. Ruggiu Edoarda	»	43,086	»
21. Marras Francesco	»	43,000	»
22. Pisano Nicolino	»	42,753	»
23. Dettori Antonio	»	42,422	»
24. Angoletta Salvatore	»	41,720	»
25. Unali Giuseppe Michele	»	41,709	»
26. Masia Giov. Battista	»	41,495	»
27. Mossa Stefania	»	41,435	»
28. Murgia Antonio	»	41,326	»
29. Scarpa Giov. Luigi	»	40,954	»
30. Sau Gabriele	»	40,673	»
31. Moro Antonio	»	40,645	»
32. Massidda Mario	»	40,485	»
33. Dettori Giacomo	»	40,453	»
34. Mameli Aldo	»	40,303	»
35. Demòntis Giovanni	»	40,245	»
36. Arca Sebastiano	»	40,056	»
37. Delogu Franco	»	40,007	»
38. Soggiu Raffaele	»	39,750	»
39. Manurrita Luigi	»	39,690	»
~~40. Zucca Romano~~	»	~~39,555~~	»
41. Congiu Giovanni	»	39,486	»
42. Baule Ant. Giovanni	»	39,416	»
43. Olianas Ennio	»	39,222	»
44. Garau Nicola	»	38,000	»
45. Manca Giuseppe	»	37,500	»
46. Manconi Marcello	»	37,500	»

Il presente decreto verrà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 5 febbraio 1963

Il medico provinciale: FADDA

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 608/MP. in data 5 febbraio 1963, con il quale viene approvata la graduatoria dei candidati dichiarati idonei ai posti di medico condotto, vacanti in Provincia alla data del 30 novembre 1961;

Viste le domande dei candidati nelle quali vengono indicate le sedi in ordine di preferenza;

Viste *le disposizioni contenute nell'art. 55 del regio decreto* 11 marzo 1935, n. 281;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 291:

Decreta:

I seguenti candidati risultati idonei al concorso di cui alle premesse, sono dichiarati vincitori delle sedi a fianco di ciascuno indicate:

1) Cossu Giov. Antonio: Pozzomaggiore;
2) Pinna Antonio: Villanova M.
3) Selva Giorgio: Benetutti;
4) Molicotti Marco. Consorzio Romana-Monteleone R.D.;
5) Pala Gavino: Cheremule;
6) Lintas Nicoletta: Nule;
7) Merella Flavio Putifigari.

Il presente decreto sarà pubblicato a termine di legge.

Sassari, addì 5 febbraio 1963

Il medico provinciale: FADDA

(804)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.